



TRIBUNE

Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 73

28 OCTOBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Front Socialiste ou Troisième Force

M. Ben Khedda

(Dalmas)

POURQUOI le Comité Directeur de la S.F.I.O. a-t-il décidé d'ajourner la discussion qui devait s'ouvrir le 30 octobre entre ce parti et le nôtre ?

A mon avis, parce que cette discussion allait porter sur les problèmes de fond posés par la définition d'une alternative au régime et que la majorité de la S.F.I.O. préfère laisser à nouveau ces problèmes dans l'ombre.

C'est que la situation politique a quelque peu changé depuis la fin du mois de septembre, c'est-à-dire depuis le moment où le Conseil national de la S.F.I.O. appelait les travailleurs « à préparer un renouvellement démocratique contre le pouvoir personnel ». Ce pouvoir personnel s'est sans doute affaibli, mais dans une moindre mesure que certains l'imaginaient il y a un mois, et il a suffi que l'on parle de la possibilité d'élections prochaines pour qu'une bonne partie des opposants de septembre se réfugient dans un prudent attentisme.

Ceux des dirigeants de la S.F.I.O. qui espéraient reconstituer en marge du régime la coalition centre-gauche qu'ils avaient tentée d'abord de mettre sur pied dans le cadre du système gaulliste se sont trouvés ainsi à découvert, la plupart des alliés sur lesquels ils comptaient (et en premier lieu le M.R.P.) demeurant de l'autre côté de la barricade.

D'où leur désir de saisir le premier prétexte venu pour rompre avec nous un dialogue qui pouvait les gêner. La logique de l'opposition au régime donne en effet raison à ceux qui situent, comme nous, leur action dans le cadre d'une perspective relativement longue — sauf, bien entendu, le cas d'une guerre civile qui accélérerait tous les processus — et en vue d'un objectif qui est tout le contraire du replâtrage des vieilles combinaisons de la IV^e République. Autrement dit, la logique de l'opposition au régime conduit au « Front socialiste » qui est notre formule et non à la « troisième force » qui est toujours celle de la S.F.I.O.

Le grand argument des partisans de la « troisième force » est, on le sait, que rien ne peut et ne doit être fait avec les communistes comme avec la C.G.T. Jean Poperen a rappelé, la semaine dernière, pourquoi nous repoussions cet argument et aussi pourquoi nous estimions possible de développer à l'égard du Parti communiste, une politique d'initiatives qui exclut tout suivisme et toute inféodation.

On nous a souvent demandé au cours de ces dernières semaines — et pas seulement nos interlocuteurs de la S.F.I.O. — si nous écartions par là même l'idée d'un regroupement politique et syndical qui ne comprendrait pas les communistes.

Notre réponse a été : tout dépend du contenu et des objectifs de ce regroupement. Nous l'écartons s'il implique le refus de toute action commune avec le P.C. et s'il prolonge ainsi la cassure de la gauche. Nous ne l'écartons pas s'il permet à ce qu'on appelle la gauche non communiste — expression que nous n'aimons pas en raison de sa résonance purement négative — d'aborder avec davantage de poids (et moins de crainte) le nécessaire dialogue avec les communistes. L'expérience du 27 octobre 1960 est à cet égard une expérience très éclairante.

Pour nous, le mouvement communiste n'est pas une force diabolique avec laquelle on ne saurait se commettre. C'est une force politique que nous connaissons bien, qui est traversée de profondes contradictions — l'actuel congrès du P.C. de l'U.R.S.S. le montre — et qui est susceptible de connaître différentes évolutions. Notre rôle est de faciliter et de hâter tout ce qui va à plus ou moins long terme, dans le sens de la démocratie socialiste.

On nous a reproché à ce propos de rêver à une sorte de « débauchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant « à marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire.

Nous avons d'autant plus confiance dans cette politique que les événements commencent à nous donner raison. Certains journaux ont mis en vedette la petite minorité qui, au sein de notre parti, pencherait davantage vers la « troisième force » que vers le « Front socialiste ». Cette minorité pourra s'exprimer à notre Conseil national — nous verrons alors si ses intentions sont bien celles qu'on lui prête. Mais, en attendant, nous constatons qu'en dehors des frontières du P.S.U., le nombre des partisans du « Front socialiste » ne cesse de croître. D'abord dans les syndicats, mais aussi dans la S.F.I.O. où plusieurs fédérations et de nombreuses sections se sont prononcées pour une tactique semblable à celle que nous préconisons.

C'est pourquoi nous insistons pour que la discussion soit reprise à tous les échelons. Aucun démocrate ne doit craindre une telle confrontation, à la seule condition qu'elle ne soit pas une entrave à ce qui est le plus urgent, c'est-à-dire à l'action.

Gilles Martinet



Après la rencontre P.S.U. - S.F.I.O.

Dans notre précédent numéro daté du 21 octobre, nous avons donné des informations relatives aux contacts pris par le Bureau National du P.S.U., conformément aux décisions du Comité Politique National du 1er octobre, avec les différentes organisations syndicales et avec les directions du P.C. et de la S.F.I.O. Nous n'avions accompagné ces informations d'aucun commentaire.

Avec la S.F.I.O., ainsi que l'indiquait un communiqué rédigé en commun, de nouvelles entrevues avaient été prévues. Une date avait été fixée : le 30 octobre.

Or, à la suite d'une réunion de son Comité Directeur le vendredi 20 octobre, la S.F.I.O. décidait d'ajourner cette rencontre et rendait publique aussitôt cette décision, avant même d'en avoir informé notre parti. Ce n'est pas tout : le communiqué du C.D. de la S.F.I.O. était assorti, dans Le Populaire du 21 octobre, de commentaires dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne paraissent pas inspirés

par le désir de faciliter une reprise des contacts.

Nous négligerons bien entendu de retenir ici aucune de ces polémiques mesquines et de ces insinuations malveillantes.

La seule chose qui compte pour nous, c'est une mise au point sur les problèmes politiques. C'est à quoi s'est attaché le Bureau National du P.S.U. qui, en réponse au communiqué publié par le C.D. de la S.F.I.O., a adressé à celui-ci, le 23 octobre, une lettre précisant la position de notre parti. Nous en publions ci-dessous le texte. Mais nous avons tenu à reproduire également tous les termes du communiqué de la S.F.I.O.

La lettre du P.S.U. a été présentée et commentée lundi 23 octobre à 17 heures au cours d'une conférence de presse, tenue sous la présidence d'Edouard Depreux par les camarades qui avaient fait partie de la délégation auprès de la S.F.I.O. : Gilles Martinet, Jean Poperen et Robert Verdier.

Lettre du Bureau National du Parti Socialiste Unifié au Comité directeur de la S.F.I.O.

A PRES avoir accepté d'ouvrir avec nous une discussion sur les problèmes de fond que posent le regroupement des forces populaires et le renversement du régime du pouvoir personnel, vous avez cru devoir faire un pas en arrière et ajourner une rencontre dont la date avait été fixée d'un commun accord.

Vous avez pour expliquer ce brusque changement d'attitude avancé deux prétextes qu'il est bien difficile de prendre au sérieux :

1) *L'Express*, dites-vous, a prêté à l'un de vos délégués des propos qu'il n'a pas tenus et son Directeur a porté atteinte à la mémoire de Paul Ramadier.

2) Le P.S.U., ajoutez-vous, maintient l'équivoque sur ses rapports avec le Parti communiste.

Le premier prétexte est simplement ridicule. Il vise un journaliste pour lequel nous avons de l'estime mais qui n'est pas membre de notre Parti et qui ne saurait donc, en aucune façon, l'engager.

Quant au second prétexte, il est contredit par toute la discussion que votre délégation et la nôtre ont eue le 16 octobre dernier. Une grande partie de cette discussion a porté en effet sur les conceptions différentes que nous avons des rapports avec le Parti communiste. Nos divergences ont été volontairement mises en lumière de manière à ne laisser peser aucune ambiguïté sur les conversations que nous allions avoir ensemble.

Votre délégation a tenu à rappeler avec beaucoup d'insistance que la S.F.I.O. se refusait à envisager des actions communes avec le Parti communiste.

Nos camarades ont répondu qu'ils considéraient qu'une coordination des efforts était indispensable pour organiser une résistance efficace à

un éventuel putsch militaire. Ils ont ajouté que, d'une manière générale et à plus long terme, une véritable politique socialiste devait être à l'égard du Parti communiste à la fois une politique de contestations et de critiques et une politique d'initiatives et d'ouvertures, l'objectif étant de favoriser et de hâter l'évolution des masses influencées par ce parti. Le P.S.U., ont-ils dit encore, pense qu'il faut, pour qu'une telle politique soit pleinement efficace, organiser en dehors du Parti communiste, le regroupement autonome de toutes les forces syndicales et politiques qui veulent vraiment construire la démocratie socialiste et non pas se contenter de répéter l'expérience de ces coalitions centristes dont l'histoire récente nous a démontré toute l'impuissance.

Les propos de nos camarades ne pouvaient vous surprendre. Ils se réfèrent à la politique de « Front socialiste » qui a constamment guidé l'action du P.S.U. Ce que nous avons fait à l'occasion du 27 octobre 1960, puis au cours des journées d'avril 1961, ne diffère en rien de ce que nous proposons de faire aujourd'hui.

Nous ajoutons que votre délégation savait parfaitement que nous avions rencontré, la semaine précédente, les représentants des différentes centrales syndicales et ceux du Parti communiste. Elle avait été informée de notre volonté d'encourager la constitution de ces cartels antifascistes qui ont déjà été formés dans plusieurs départements. C'est donc, en toute connaissance de cause, qu'elle a fixé avec nos camarades la date et l'ordre du jour d'une future rencontre.

La position des deux délégations était, à ce moment-là, parfaitement claire. Vos représentants avaient formulé les plus grandes réserves sur les

contacts que nous avions avec le Parti communiste. Les nôtres avaient fait savoir qu'ils condamnaient le type d'alliance que votre Parti paraissait envisager avec des formations dont le conservatisme social et l'immobilisme ne peuvent que paralyser la réalisation d'une politique socialiste. Cela dit, nos camarades, et les vôtres, ont estimé qu'il était nécessaire de tenter de décaler par delà les divergences actuelles, les bases d'un éventuel accord. Il fallait pour cela, renverser l'ordre de la discussion et aborder les problèmes de fond — l'alternative au régime gaulliste, le programme qui doit lui être opposé, les forces sociales susceptibles d'appuyer ce programme — avant d'en revenir aux questions de tactique.

Nous avons été unanimes, au sein de notre Bureau national, à approuver cet accord sur la procédure et nous regrettons de la voir remise en cause par votre communiqué du 21 octobre.

Tout en ne cessant d'adresser à votre parti les critiques les plus sévères pour la politique — à nos yeux désastreuse — qu'il a suivie au moment de l'établissement du pouvoir personnel et au cours de ces dernières années, nous n'avons jamais écarté l'idée que la S.F.I.O. serait conduite un jour à se détacher du régime puis à s'opposer à lui. La résolution votée par votre Conseil national montre que cette rupture est déjà plus qu'à demi consommée. Une évolution politique est ainsi amorcée dont il importe maintenant de déterminer où elle conduira.

C'est pourquoi nous pensons que l'heure est venue d'une confrontation franche et ouverte. Nous ne nous laisserons pas arrêter par les attaques inadmissibles, les insinuations et les contre-vérités contenues dans le nu-

méro du Populaire du 21 octobre. Nous pensons que la situation est trop sérieuse pour que l'on s'attarde à des polémiques subalternes. Aussi, nous vous proposons de réunir nos délégations soit le 30 octobre comme cela avait été prévu, soit à une date que vous fixerez vous-mêmes mais qui devrait être aussi proche que possible.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous adressons nos salutations socialistes

Le Bureau national
du Parti socialiste unifié
(23 octobre 1961)

Le communiqué de la S.F.I.O.

Le Comité Directeur du Parti socialiste S.F.I.O. a entendu un rapport sur les entrevues qui ont eu lieu en application des décisions du Conseil national extraordinaire sur le regroupement de la gauche démocratique. Il s'est félicité des premiers résultats obtenus, mais a tenu à souligner le caractère anti-unitaire des manœuvres de certains éléments de la gauche française. Il dénonce en particulier la publication dans *L'Express* de fausses informations sur les rencontres entre la S.F.I.O. et le P.S.U. et de calomnies portant atteinte à la mémoire de Paul Ramadier. Il regrette l'équivoque maintenue par la direction du P.S.U. sur le caractère des relations de la gauche démocratique avec le parti communiste, notamment par la publication d'un communiqué commun du parti communiste et du P.S.U. (1) au lendemain de l'entrevue entre le P.S.U. et le Parti socialiste S.F.I.O. Le Comité Directeur estime que de tels procédés obligent d'ajourner la nouvelle rencontre qui était prévue.

(1) Voir T.S. n° 72, p. 2, col. 1.

Les regroupements anti-fascistes

L'exemple de la Savoie

DANS un appel commun, les Unions C.G.T. et C.F.T.C. de la Savoie, ainsi que la section départementale de la F.E.N., après avoir rappelé la recrudescence de l'activité des factieux en France et en Algérie déclarent :

« Les organisations syndicales qui ont, à cet effet, pris les dispositions nécessaires, demeurent résolues à faire échec par tous les moyens, y compris la grève générale, à ceux qui prendront la responsabilité d'un coup de force fasciste. Considérant que la guerre d'Algérie constitue un terrain favorable à l'action des factieux, elles demandent la reprise rapide de négociations entre le gouvernement français et le G.P.R.A. afin d'aboutir à une paix rapide : Elles demandent aux travailleurs de ne pas sous-estimer la gravité de la situation présente. Elles les appellent à agir : Pour la paix en Algérie ; pour demander la mise hors d'état de nuire des groupes factieux ; pour la défense des libertés... »

A la suite de cet appel, les fédérations du P.S.U., du P.C.F., de la S.F.

I.O., du Parti radical, l'U.D. de la C.G.T., la section départementale de la F.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme ont publié un communiqué :

« — Se félicitant de l'appel des trois syndicats,

— Soulignant, en liaison avec les organisations syndicales, la gravité de la situation,

Affirment que seules l'union et l'organisation de toutes les forces attachées à la démocratie, peuvent être efficaces.

Appellent l'ensemble de la population à rester attentive et à répondre à tous mots d'ordre qui pourraient être lancés par les organisations populaires ».

Ille-et-Vilaine

DEVANT l'aggravation de la situation et les périls que les plasticiens et les comploteurs de l'O.A.S., encouragés par les compléments du régime, font peser sur les libertés et la sécurité des citoyens, les organisations soussignées décident :

1° De renforcer leur groupement qui prend le nom de Comité de vigilance antifasciste, et qui est ouvert à toutes les organisations et mouvements décidés

à lutter contre les dangers venant des groupes factieux.

2° D'étudier immédiatement les moyens à employer pour alerter et mobiliser l'opinion populaire sur le plan local et départemental.

3° De demander aux organisations nationales d'intensifier leurs efforts pour organiser rapidement et sans exclusive un rassemblement démocratique autour d'un programme commun qui démontrera à l'opinion qu'il est possible de substituer au régime actuel reposant sur un seul homme, une démocratie renouvelée.

C.G.T., FORCE OUVRIERE, F.E.N., S.N.I., A.G.E.R., PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, S.F.I.O., PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, UNION DES FEMMES FRANÇAISES, MOUVEMENT DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA RESISTANCE.

Ces organisations ont également décidé de garder entre elles des contacts périodiques.

Bastia

Le Comité antifasciste de Bastia, après avoir souligné le développement dans le département de la Corse de l'activité clandestine de l'O.A.S., s'élève contre la complaisance du pouvoir gaulliste à l'égard des factieux, complaisance qui encourage ceux-ci. Il

déclare que « les démocrates ne peuvent laisser s'instaurer des méthodes de violence fascistes sans réagir ».

L'appel poursuit :

« Les organisations soussignées décident la tenue de réunions en vue, d'une part, de la constitution de comités de défense antifasciste, d'autre part, du renforcement de l'action des comités existants. Ces comités auront pour tâche de contribuer à une rapide et large mobilisation de masse des républicains en même temps qu'ils prendront toutes dispositions capables d'empêcher l'O.A.S. de nuire ».

Elles demandent aux organisations nationales respectives d'intensifier leurs efforts pour organiser rapidement et sans exclusive un rassemblement démocratique autour d'un programme commun qui démontrera à l'opinion qu'il est possible d'instaurer une démocratie renouvelée ».

Ont signé :

S.N.I., S.N.E.S., F.O., Syndicat des Dockers C.G.T., Syndicat des Cheminots F.O., Syndicat du Bâtiment C.G.T. ; Syndicat des P. et T., C.G.T., E.D.F.-G.D.F. C.G.T., Syndicat des Autobus C.G.T., Syndicat de l'Alimentation C.G.T., Syndicat des Employés C.G.T., Syndicat de la Sécurité Sociale C.G.T. S.F.I.O., Parti Communiste Français, Parti socialiste Unifié.

Le virus du racisme

LES mesures de discrimination prises à l'encontre des Algériens habitant la région parisienne ont suscité de nombreuses et vives réactions de la part des organisations les plus diverses. Les violences exercées par la police, lors des manifestations organisées par les Algériens contre ces mesures — violences dont de nombreux Parisiens ont été les témoins —, ont amplifié ce mouvement.

Nous publions ci-dessous le texte du tract édité par les fédérations P.S.U. de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise et distribué par les militants à la fin de la semaine dernière, ainsi que la déclaration publiée mercredi 18 octobre par le Bureau national du P.S.U.

Nous constatons que les protestations se sont multipliées et ont pris des formes diverses. De très

nombreuses organisations, notamment les organisations syndicales ouvrières, ont publié des déclarations. La plupart, en s'élevant contre ces violences et les mesures discriminatoires, ont rappelé la nécessité de mettre fin à la guerre d'Algérie et d'ouvrir, au plus tôt, une nouvelle négociation avec le F.L.N.

Il faut que ce mouvement continue et s'amplifie. Il faut qu'il traduise non seulement le refus du peuple français de se laisser contaminer par le virus du racisme et les réflexes de la mentalité colonialiste, mais aussi la volonté de faire pression sur le pouvoir pour qu'il adopte une attitude claire et passe enfin aux actes pour mettre fin à la guerre.

Les militants du P.S.U. doivent avoir pour objectif dans les jours qui viennent, d'appeler à une lar-

ge mobilisation des masses populaires pour de vigoureuses démonstrations en faveur de la négociation et la paix.

Déjà, de brefs arrêts de travail et des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses entreprises. Samedi 21 octobre, plusieurs milliers d'étudiants et d'enseignants se sont réunis dans la cour de la Sorbonne. Le président de l'Association des Etudiants musulmans nord-africains a pris la parole au cours de cette réunion, aux côtés de M. Kastler (Syndicat national de l'Enseignement supérieur), des porte-parole de l'U.N.E.F. et des représentants des divers syndicats de l'Enseignement.

Les manifestations de cette nature doivent se multiplier pour que le pouvoir gaulliste sache que les masses populaires n'acceptent pas de nouveaux atterrissements.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL DU P.S.U.

AU moment où le principe de l'indépendance algérienne est admis, non seulement par l'immense majorité du peuple français, mais encore par le Gouvernement lui-même, il est scandaleux que les Algériens ne puissent manifester leurs sentiments pacifiquement sans être l'objet d'une répression d'une violence inouïe.

Même si le gouvernement explique l'attitude de la police par les attentats dont elle a été victime, le Bureau National du P.S.U. affirme que ces attentats sont eux-mêmes la conséquence de l'effroyable répression qui s'abat sur les travailleurs algériens depuis des années : arrestations, déportations, disparitions, tortures, camps de concentration, et terreur organisée par les harkis.

Ceux qui veulent le rétablissement de la Paix en Algérie doivent commencer par en créer les conditions en France. Il faut opposer à l'engrenage de la guerre celui de la paix. Il faut que les Algériens en France aient à nouveau et dès maintenant la possibilité de vivre dignement et de s'exprimer librement.

Pour que cesse la chaîne ininterrompue des attentats et de la répression, il faut d'abord que s'arrêtent les sévices et les humiliations, il faut que soient rapportées les consignes de couvre-feu, il faut enfin que les Algériens de France puissent se regrouper ouvertement au sein de leurs propres organisations et disposer de leurs propres moyens d'expression.

18 octobre 1961.

Les Algériens manifestent ! Pourquoi ?

On vous cache la vérité

LES journaux publient régulièrement des informations sur les attentats commis par des Algériens contre des policiers.

Les journaux ne vous disent pas :

■ Que chaque jour, des centaines d'Algériens sont arrêtés et frappés durant les interrogatoires.

■ Que chaque nuit, d'autres Algériens sont purement et simplement abattus.

Les journaux ne vous disent pas :

■ Combien d'Algériens ont été tués au cours des dernières manifestations.

Les journaux ne vous disent pas :

■ Que c'est seulement quand la police s'est ruée sur les Algériens qu'il y a eu des bagarres.

■ Que beaucoup se sont laissés matraquer et abattre sans se défendre.

C'est la répression qui déchaîne la violence

Pour détruire en France le F.L.N. — pourtant reconnu maintenant comme l'interlocuteur officiel du gouvernement français — on a depuis sept ans, arrêté, déporté, torturé les Algériens. On les enferme aujourd'hui dans des camps de concentration, on les livre aux harkis dans les quartiers de Paris, dans les bidonvilles de banlieue. Comme les Juifs sous l'occupation, les Algériens sont soumis au couvre-feu. On les expulse de France pour les livrer aux fascistes d'Algérie... On s'étonne ensuite que les Algériens manifestent !

Il faut opposer l'engrenage de la Paix à celui de la guerre

■ Il faut absolument rompre l'enchaînement de la répression et du terrorisme.

■ Il faut mettre fin aux sévices, aux procédés arbitraires, aux mesures humiliantes.

■ Il faut obtenir que soit légalisée l'action politique et syndicale des Algériens.

■ IL FAUT QUE LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS AIENT LE DROIT DE SE REUNIR LIBREMENT, D'AVOIR LEURS ORGANISATIONS ET LEURS JOURNAUX.

Pour rétablir la paix en Algérie, commençons par en créer les conditions en France.

EXIGEONS ENSEMBLE la reconnaissance des droits des Algériens. Leur présence et leur protection en France seront demain la contre-partie de la présence et de la protection des Français qui voudront vivre dans l'Algérie indépendante.

SOLIDARITÉ DES NORMALIENS AVEC LES ALGÉRIENS

base de témoignages concordants :

— du 9 au 14 octobre, quatorze Algériens ont été retrouvés dans la Seine.

— Plus de vingt cadavres d'Algériens tués par instruments contondants et par balles auraient été repêchés près d'Aubervilliers le 19 octobre.

— Un enfant de quinze ans tué par balle tirée à bout portant au pont de Neuilly.

— Un jeune Breton, Guy Chevallier, tué à coups de crosse dans la charge des agents devant le cinéma Rex.

— Des Algériens ont été retrouvés pendus aux arbres du bois de Boulogne dans la nuit de mardi à mercredi.

— Dans un hôpital de la région parisienne, on a passé toute une nuit à extraire des balles de 7,65 et de 9 m/m des manifestants blessés.

— Devant le café Gay-Lussac, des « civils », armés de mitraillettes ont bloqué une mince manifestation et tiré sur la foule avant de s'enfuir : deux corps sont restés sur la chaussée.

— Près de Neuilly, des automobilistes ont prêté « main-forte » aux agents avec des manivelles.

— A l'intérieur du Palais des Sports, environ 5.000 Algériens ont été parqués,

debout, sous une surveillance policière extrêmement sévère, sans nourriture, si ce n'est sur quelques initiatives privées.

— Dans un hangar en terre battue couverte de plaques, et ouvert à tous vents, 2.000 autres. Tous sont blessés par les matraques, les crosses, et très souvent très gravement. Le service médical est dérisoire : deux médecins, quelques infirmiers.

— Beaucoup des Algériens appréhendés ont vu détruire tous leurs papiers d'identité.

Cela nous permet d'affirmer que les chiffres officiels, scandaleusement mensongers, sont de très loin dépassés par le nombre réel des morts et des blessés (parmi lesquels des enfants).

Pour la première fois, la population parisienne est mise brutalement devant l'évidence de l'emploi des méthodes fascistes couramment utilisées en Algérie.

Nous saluons les premières réactions unitaires au sein de la classe ouvrière. Cette protestation doit s'amplifier et les Français doivent prendre conscience de la nécessité d'une lutte de tous les instants contre le racisme et contre la menace du fascisme.

Il est nécessaire de manifester dans toutes les occasions possibles notre soli-

A Sainte-Anne

Le vendredi 20, femmes et enfants musulmans manifestaient à leur tour dans la capitale et la police appréhendait à tour de bras, dirigeant les « interceptés » vers les « centres sociaux » et les foyers ouverts à leur intention (comme dit la grande et « belle » presse) par les autorités dont on avait déjà mesuré les sentiments humanitaires au cours des journées précédentes.

Bref, parmi ces « foyers » : l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne...

On peut être soulevé de dégoût devant le caractère odieux et intolérable d'une telle décision et les internes de Sainte-Anne et des hôpitaux psychiatriques de la Seine ont bien exprimé ce qu'ils en pensaient par un communiqué signé de 45 médecins. Mais l'histoire comporte une suite qui mérite d'être contée car elle est un exemple de bon sens, de courage et de lucidité.

Déjà, plusieurs centaines de musulmanes algériennes et leurs enfants étaient parquées et gardées à vue, par des gardiens de la « paix » — en armes — dans l'enceinte de l'hôpital. C'est alors que le personnel de celui-ci se réunissait, tenait une rapide réunion et décidait d'intervenir. Se référant à un texte interdisant l'accès des policiers armés à l'intérieur des hôpitaux, il obtenait le retrait de la police à l'extérieur de l'hôpital et lui fermait la grille au nez, empêchant ainsi l'entrée de nouveaux cars. Devant cette situation, embarras du directeur et fureur de Mme le Chef du Personnel qui mesuraient toutes les conséquences qui pouvaient en découler pour eux. Ils tentèrent de parlementer et Mme le Chef du Personnel eut à propos des Algériennes, ce mot qui classe son auteur : « Inutile de perdre son temps avec ces gens, c'est du bétail ! ».

Venant d'une personne portant de hautes responsabilités dans un centre psychiatrique dont on peut supposer qu'elles comportent quelques nécessaires sentiments d'humanité, le mot ne laisse pas de surprendre. C'est d'ailleurs ce qui lui fut vertement répliqué.

Il restait à décider du sort du « bétail » et les employés de l'hôpital, ne se sentant aucune disposition pour jouer les auxiliaires de police, demandèrent aux intéressées elles-mêmes ce qu'elles en pensaient. Celles-ci ne demandaient, bien entendu, qu'à quitter les lieux. Ce à quoi s'employa sans tarder le personnel du centre en organisant les départs. Pas par la grande porte, bien sûr, à l'extérieur de laquelle stationnaient toujours, par paquets de douze, ceux que l'on devine ! Mais tout simplement par la petite porte, celle de la rue de derrière. A la sauvette, en quelque sorte ! et jusqu'au dernier...

Fureur du Papon qui, par téléphone, fit rapidement comprendre au directeur qu'il n'appréciait pas du tout la chose et exigeait des noms.

Vue du côté sportif, la « chose » est, en elle-même, assez remarquable. Mais, surtout, les internes, infirmiers et employés de Sainte-Anne n'ont-ils pas donné une magnifique leçon d'humanité et de solidarité ? N'ont-ils pas, par leur attitude courageuse, fait beaucoup pour les futurs rapports des peuples algériens et français ?

darité avec les travailleurs algériens et leurs familles.

Nous exigeons :

— que le gouvernement rapporte les mesures discriminatoires frappant les Algériens ;

— que soient libérés tous les internés ;

— que soit mis fin aux expulsions qui exposent des travailleurs aux répressions des services de l'armée, de la police et des ultras en Algérie, et que les expulsions qui sont néanmoins opérées contre le droit des gens comportent les garanties nécessaires pour la sauvegarde et la préservation des vies des expulsés pendant le transfert jusqu'à la remise entre les mains des familles.

Enfin, nous rappelons que la raison profonde de cette évolution vers le fascisme est la continuation de la guerre d'Algérie.

C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement engage une véritable négociation avec le G.P.R.A., ce qu'il a jusqu'ici toujours refusé de faire.

Le Comité de Lutte antifasciste et pour la paix en Algérie, de l'Ecole Normale Supérieure regroupant notamment les sections locales SNE Sup, SNES, SGEN, CGT, Techniciens et Agents, PSU, UEC, PCF.

L'O.A.S. veut mettre un terme à notre action de solidarité

L'ATTENTAT au plastic dont vient d'être victime, samedi matin, notre camarade Roux, revêt, croyons-nous, une signification particulière.

Roux, en effet, n'est pas seulement militant P.S.U. et militant syndicaliste, il est aussi l'un de ces militants ouvriers qui, depuis 1954, ont déployé une activité inlassable pour que l'indépendance de l'Algérie soit reconnue.

Son action pour la paix en Algérie a pris une forme particulière. Soucieux d'affirmer les liens réels existant entre militants algériens et français, il s'est attaché tout naturellement à développer chez les seconds une activité de solidarité militante pour les premiers. C'est ainsi qu'il a assumé, depuis sa création, le secrétariat du « Comité de solidarité pour les victimes de la répression due à la guerre d'Algérie », présidé par Laurent Schwartz, tâche qui, précisément — l'O.A.S. le lui a écrit — lui a valu d'être « plastiqué ». C'est ainsi que depuis sa constitution, il est l'un des animateurs de la Commission Nationale de Solidarité du P.S.U.

Tel est le militant visé par les tueurs du féal Salan ; telles sont les activités que l'O.A.S. entend ne plus tolérer.

La solidarité, nous l'avons écrit très souvent, est un acte politique. La preuve (par le plastic !) nous en est donnée une fois encore. Un acte politique dont l'efficacité est grande, dont la signification constitue une atteinte au moral de l'O.A.S. et de ses complices.

Une seule réponse doit être donnée par le parti tout entier : intensifier et développer notre action solidaire. Les besoins sont immenses, nos moyens, malgré tout, restent très limités. Il faut donc y associer tous ceux qui, à l'extérieur, suivent notre action avec sympathie et attention, et qui sont prêts à répondre à notre appel : encore faut-il qu'il leur soit adressé.

● Adresser les fonds à :

Louis HOUEVILLE,
47, rue Hoche, MONTREUIL-sous-BOIS
(Seine)

C.C.P. PARIS 15 536 77

LA COMMISSION NATIONALE
DE SOLIDARITE

P.S. — Il n'est pas possible d'accuser réception de tous les versements qui nous sont adressés, ceci en raison des dépenses de secrétariat que cela entraînerait. Que nos amis veuillent bien nous en excuser.

Le billet de Jean Binot

Voyageurs sans bagage

Le gouvernement, qui excelle en tout ce qu'il fait, dont on ne compte plus les initiatives lucides et généreuses, a donc entrepris de réexpédier « dans leur douar d'origine » ces indociles — des bicots, des ratons... — obstinés à courir les périls de la rue, passé huit heures du soir, au lieu de s'aller coucher ainsi que le leur a prescrit le consortium Debré-Papon-Frey...

Les conséquences vont d'elles-mêmes et, comme on dit, dans le sens de l'histoire : d'ouvriers qu'ils étaient, en usine ou sur les chantiers de chez nous, ils accèdent de plein droit, conformément au Plan de Constantine, à la condition de chômeur à part entière — sauf à bénéficier au préalable d'un séjour en camp de concentration.

En second lieu (et sans être sorcier ni devin), on peut imaginer qu'à l'heure prochaine où sonnera l'indépendance de l'Algérie, ces bicots, ces ratons, devenus citoyens prieront leur gouvernement d'assurer aux anti-bicots, aux anti-ratons, le bénéfice d'un retour dans leur douar d'origine — quelque part entre Mézidon et Bédarieux.

Sans bagages, naturellement, avec leur barbe de deux jours et, sur le dos, une chemise sale. Pour la symétrie...

Il y a des jours où l'on se sent fier, ô combien ! d'être Français...

Plastiqueurs et presse de gauche

LA Fédération du Nord du P.S.U. ayant appris l'attentat dont le journal « Liberté » vient d'être la victime, tient à exprimer sa solidarité avec tous les travailleurs de ce journal et avec le Parti Communiste Français, indirectement visé.

Elle s'indigne de la carence des pouvoirs publics, incapables d'enrayer cette longue série d'attentats au plastic, mais toujours présents lorsqu'il s'agit d'empêcher les travailleurs de manifester pour l'amélioration de leurs salaires, contre les licenciements et pour la justice sociale.

Elle appelle les démocrates à s'unir pour lutter contre le danger fasciste et contre le pouvoir gaulliste ; elle appelle toutes les forces républicaines à se réunir pour établir un programme d'action démocratique et socialiste.

Une importante conférence de Pierre Mendès France à Clermont-Ferrand

AYANT choisi de reprendre le bâton du pèlerin, c'est à Clermont-Ferrand que Pierre Mendès France a commencé le vaste périple qu'il entreprend à travers le pays pour développer les thèmes de sa dernière conférence de presse auprès de divers groupes syndicaux, professionnels, culturels et politiques, représentatifs d'une opinion hostile à la violence et acquiescente à la nécessité d'un renouvellement de la vie publique.

La capitale du Puy-de-Dôme, dont on sait les efforts qui y sont faits pour rassembler les forces démocratiques autour d'une volonté commune de lutte contre le fascisme et de changement des institutions, était préparée à cette visite. Les contacts n'en ont été que plus profitables à la fois pour Pierre Mendès France et pour ses interlocuteurs au cours des trois conférences suivies de débats qu'il devait assurer les 21 et 22 octobre derniers.

Si l'on excepte la C.G.T. qui, — prétextant un imaginaire refus de P.M.F. de recevoir officiellement ses dirigeants nationaux, — avait décliné l'invitation, tous les autres membres du Comité intersyndical (C.F.T.C.-C.G.A.-A.G.E. des étudiants, S.N.I. - F.E.N.) ont assisté à la réunion d'information et d'échange prévue à leur intention.

L'ancien Président du Conseil devait, pendant ces deux jours, exposer et expliquer, tant dans ses entretiens privés, qu'à l'occasion de la conférence - débat organisée par la Fédération P.S.U., les motifs de son initiative et la façon dont il espérait la voir aboutir. D'abord, faire cesser le jeu stérile des pronostics sur la chute du régime, car le problème n'est pas de savoir comment va sombrer la V^e République, mais de se mettre d'accord sur ce qui doit lui succéder. Or, pour notre camarade, cet accord résultera d'une puissante poussée de la masse, prête à souscrire au programme simple et limité qu'il a défini, plutôt que de négociations d'états-majors qui n'ont jusqu'aujourd'hui jamais franchi le cap des discussions sans issue.

C'est donc à un très large éventail de citoyens, épris de liberté et de paix que Pierre Mendès France s'adresse, sans aucune exclusive, et auquel il suggère une méthode neuve et des objectifs précis à court terme, pour lesquels il leur appartient de s'unir.

Aux syndicalistes et militants politiques P.M.F. a souligné l'importance de leur participation à la transformation projetée. Aux réserves exprimées par certains qui croyaient devoir se défier d'une déviation ultérieure, toujours possible, et qui serait contraire à leurs vœux et à leur tradition, il a été répondu qu'il ne tiendrait qu'à eux de reprendre leur liberté ou de se maintenir dans le mouvement de rénovation pour y faire valoir, selon la règle démocratique, leurs aspirations, voire pour participer effectivement aux responsabilités. Mais préjuger est vain. L'essentiel est d'accomplir la première étape, très courte, gouvernement transitoire de deux mois au cours desquels le programme minimum pourrait se réaliser : mettre un terme à la guerre d'Algérie et jeter les bases d'institutions nouvelles.

Cependant, si, sur le premier point, l'optique générale est claire, le deuxième, par sa formulation un peu vague, suscite des questions que beaucoup n'ont pas manqué de poser. Là, Pierre Mendès France précise que la Constitution, qui ne sera pas bien sûr celle du pouvoir personnel, devra être moderne, c'est-à-dire ne pas porter exclusivement sur des problèmes politiques, mais définir également le rôle de tous les facteurs de la production et leur intervention, à tous les échelons, dans l'élaboration du plan et de son appréciation. Cette explication a trouvé, est-il besoin de le dire, auprès des syndicalistes, un écho très favorable. Elle fera certainement son chemin dans les esprits et constituera, à coup sûr, de précieux éléments de discussion au sein des différentes organisations.

Lorsqu'on a vu de près cet homme qui ne veut être qu'un messenger, lorsqu'on a jaugé la profondeur de sa pensée, son sens du réel, son honnêteté intellectuelle et politique, son respect pour le peuple et la confiance qu'il lui témoigne (n'a-t-il pas dit : « C'est vous qui fixerez vos conditions » ?), il n'est pas possible d'oublier le message qui n'a pas de commune mesure avec ce flot de paroles diversement colorées dont on a été abreuvé cent fois par les professionnels du verbe.

On connaissait l'inquiétude, l'hostilité croissante au régime. On savait ici et là que se cherchaient dans l'ombre des hommes décidés à s'unir pour faire face d'abord, et rendre le pays à la vie, ensuite. Mais l'espoir, on ne l'avait pas vu. Cette fois, je l'ai reconnu sur plus d'un visage. Souhaitons qu'il ne soit pas déçu !
Georges SERVENT

Un exemple

QUI n'est pas informé des mesures gouvernementales d'entreprises à caractère raciste à l'égard des Musulmans Algériens, le veut bien. Parmi les multiples faits des défenseurs de l'ordre pro-fascistes un exemple parmi tant d'autres, affolant et consolant à la fois.

Le 20 octobre, faisant suite aux « mesures de sécurité » ordonnées par le gouvernement, à la gare Saint-Lazare, les femmes et les enfants Algériens sans aucune discrimination, et toute la journée, ont été récupérés et, via les « politesses » policières, parqués on ne sait où. Fait simple, correspondant au Régne, qui fait cependant réfléchir et agir les gens de cœur.

De ces gens, un exemple. Vers midi, alors qu'il allait déjeuner chez lui, un cheminot osa dire quelques mots à sa voisine ; simples propos d'un citoyen, écoutés devant la brutalité des forces gaullistes de répression. La réprobation de ce cheminot, pupille de la nation, marié à une Algérienne, a eu pour effet de le voir transporté manu militari au Commissariat spécial de la gare Saint-Lazare, sans commentaires et sans explications, où la douceur des « gardiens de la Paix » lui permit, plus tard, de se présenter au Cabinet Médical. A noter que ce camarade est un grand malade.

Le fait est courant, hélas ! et il n'était pas seul aux prises avec les « chasseurs de faciès ». Ce qui est moins courant c'est que, à l'appel des militants de toutes les organisations, le trafic de la gare Saint-Lazare a été arrêté totalement : guichets fermés et trains stoppés, spontanément. Le cheminot « coupable » a été relâché immédiatement.

Des délégations se sont formées, allant vers les divers chefs de services protester contre les abus policiers, délégations composées de militants, ou d'hommes tout simplement.

Résultat : les forces de police ont dégagé les lieux dans l'après-midi.

Camarades de toutes obédiences qui lirez ces lignes ou serez au courant de ce fait, militant, citoyens, qui aurez à subir les pressions ou les « interventions », unissez-vous pour répondre par la force à la haine.

N'oubliez pas qu'aujourd'hui même a été largement diffusé à la S.N.C.F. l'ordre du jour de M. Buron, et chaque délégué du personnel l'a reçu par courrier spécial, interdisant pratiquement aux cheminots le droit de grève, situant les catégories et promettant des sanctions aux désobéissants.

La République est morte et bien morte... à moins que nous réagissions tous ensemble, comme en ce 20 octobre, à la gare Saint-Lazare.

M. LÉRAILLE

L'allocation de M. Ben Khedda

Pour aider de Gaulle à négocier

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons encore que de très courts extraits du discours prononcé mardi à Tunis par M. Ben Khedda, successeur de M. Ferhat Abbas à la présidence du G.P.R.A. Aussi nous bornerons-nous à exprimer brièvement une première impression.

EN fait, le discours n'a rien apporté de neuf sur le fond du problème. Il eût été bien surprenant d'ailleurs, malgré les illusions entretenues à Paris par une partie de la presse, qu'il en fut autrement. Comment pouvait-on penser que, parlant pour la première fois depuis son accession à la présidence du G.P.R.A., alors que le F.L.N. n'a cessé de consolider son influence sur la population algérienne tandis que le gouvernement français voit tous les jours diminuer son autorité et rétrécir sa marge de manœuvre, comment pouvait-on penser que Ben Khedda ne rappellerait pas avec netteté les objectifs fondamentaux du mouvement, l'indépendance et l'intégrité territoriale ?

C'est donc ce qu'il a fait en confirmant que le G.P.R.A. souhaite une reprise de la négociation sans préalable « et sur des bases sérieuses », (notion qu'il n'a pas précisée).

L'élément nouveau est relatif à la procédure pour parvenir à la paix.

Prenant acte du fait que de Gaulle a admis que la majorité des Algériens voulaient l'indépendance et que la naissance d'une République algérienne était certaine, il a proposé de raccourcir les étapes en renonçant à l'auto-détermination. Il a donc envisagé qu'une négociation ait pour objet de fixer les modalités de la proclamation de l'indépendance et du cessez-le-feu ; une deuxième négociation pourrait alors s'engager pour envisager la coopération entre les deux pays et fixer les garanties pour les Européens.

Il ne fait point de doute en effet qu'une consultation (élections ou référendum), organisée dans la clarté et la loyauté, donnerait une écrasante majorité à l'indépendance. Nous pensons depuis longtemps que, pour avoir lieu dans de bonnes conditions, il faudrait que les deux parties se soient au préalable mises d'accord sur les formules à proposer, en sorte que le vote ne fut plus qu'une formalité légalisant la solution adoptée en commun.

La proposition de Ben Khedda ne nous surprend donc pas. Elle n'est pas en tout cas, un changement d'attitude de nature à faire naître de nouvelles difficultés et à justifier de nouveaux attermoissements du côté français. Le président du G.P.R.A. a précisé en effet que si la France tenait toujours à l'auto-détermination, il accepterait cette procédure plus longue.

Ainsi ce qui compte pour l'instant, c'est que du côté algérien on souhaite la reprise de la négociation.

Et à Paris ?

Robert Verdier

Après la nouvelle explosion soviétique

A l'heure où nous mettons sous presse, l'explosion d'une nouvelle bombe soviétique d'une très grande puissance n'a pas encore été officiellement confirmée par Moscou. Cependant, tous les experts estiment que cette explosion a eu lieu lundi matin.

La nouvelle a suscité partout dans le monde un mouvement d'indignation et d'inquiétude. De nombreux pays — et surtout des nations « non-engagées » — ont manifesté soit leur « profonde déception », comme la Suède, soit leur « regret profond », comme le Danemark. M. Nehru, toujours très réservé, s'est déclaré « peiné et choqué ». D'autres pays se sont exprimés en termes beaucoup plus vifs. En Italie, des manifestations ont réuni des milliers de personnes, tant à Rome qu'à Bari et dans plusieurs villes des Pouilles. M. Menzies, Premier ministre d'Australie, a accusé l'U.R.S.S. d'avoir pour but de terroriser les peuples du monde, tandis qu'à Tokio le ministre des Affaires étrangères a qualifié l'attitude de la Russie « d'outrage inadmissible » à l'O.N.U. En effet, la nouvelle explosion soviétique intervient juste au moment où la commission politique débattait de l'appel à la Russie soviétique pour qu'elle cesse ses essais nucléaires, appel préconisé par les pays scandinaves, le Japon, l'Iran et le Pakistan.

La semaine dernière, le Bureau National du P.S.U., se fondant sur les nouvelles annonçant l'imminence de cette explosion, avait rendu public le communiqué suivant :

COMMUNIQUÉ du Bureau National contre les explosions nucléaires

Après l'annonce par le président du Conseil soviétique de l'explosion imminente d'une bombe thermonucléaire d'une puissance encore jamais atteinte, le Bureau national du Parti Socialiste Unifié tient à renouveler sa protestation et sa réprobation indignées contre la poursuite de ces « expériences » que les dirigeants du régime et le gouvernement qui les ordonnent. Il dénonce une fois de plus le péril mortel que la course accélérée aux armements nucléaires fait peser sur la paix ; il en appelle à la conscience de tous les hommes pour qu'il y soit mis fin.
(19 octobre 1961).

1^{er} NOVEMBRE 1954 - 1^{er} NOVEMBRE 1961 :

La guerre d'Algérie entre dans sa huitième année

Une seule constante :

Entretenir les illusions de l'opinion publique

1^{er} NOVEMBRE 1954 - 1^{er} NOVEMBRE 1961 : la guerre d'Algérie va entrer dans sa huitième année. Sept ans d'erreurs, d'illusions, de mensonges, sept ans de ruines, de deuils, de violences qui n'auront pas seulement pour effet de rendre de plus en plus tragique la situation intérieure de l'Algérie et de plus en plus difficile la recherche d'une solution conforme aux intérêts des deux peuples, mais qui auront eu également les conséquences les plus graves sur la vie politique française.

Un régime politique, celui de la IV^e République est mort de n'avoir pas su faire la paix et de n'avoir pas eu le courage d'éclairer le peuple français sur l'ampleur et la force du mouvement d'émancipation qui soulèvent le peuple algérien. Ce sont les débauchés et aveugles gouvernants des dernières années de la IV^e République qui ont eu recours aux sautes de journaux et de livres, — toléré les tortures et les représailles collectives, — permis aux chefs militaires de narquer le pouvoir civil et de s'ériger en pouvoir indépendant, puis prépondérant. Ils ont accepté de couvrir le rapt de Ben Bella et de ses compagnons en octobre 1956, puis, en février 1958, le raid de Sakhiet-Sidi-Youssef.

Le 13 mai, puis l'instauration du régime gaulliste, sont nés de cette faiblesse et de cet aveuglement. Mais le nouveau pouvoir n'a rien fait d'autre. Il a poursuivi dans la même voie : les tortures n'ont

pas cessé, la liberté d'opinion et le droit de critique ont été de plus en plus étouffés, les militaires se sont enhardis et, par deux fois, ont tenté de jeter le pays dans la guerre civile.

Le nouveau régime n'a pas fait preuve de plus de clairvoyance. Il a fait preuve de la même incertitude, modifiant constamment, au cours de trois ans et demi, les objectifs de sa politique algérienne, passant de l'intégration à l'autodétermination subordonnée à l'achèvement de la pacification, puis à la négociation avec le F.L.N., mais en multipliant les manœuvres, de sorte qu'il n'a pas encore mis un terme à la guerre. Il semble n'avoir eu d'autre constante dans son action que d'entretenir les illusions de l'opinion publique.

Ainsi la poursuite de la guerre s'est accompagnée d'un recul continu de l'esprit démocratique en France. Cependant un certain nombre d'hommes et d'organisations n'ont cessé, en dépit de tous les obstacles et de tous les dangers, de dénoncer les illusions, les erreurs et les crimes et de lutter pour la paix.

C'est ce que nous avons voulu marquer ici, au moment où la guerre entre dans sa huitième année, en rappelant la dégradation des mœurs démocratiques, en donnant un aperçu des variations et des contradictions de la politique algérienne du gaullisme et en célébrant l'anniversaire des manifestations du 27 octobre 1960.

Affreux décombres...

ELLE ne nous aura pas coûté seulement d'inutiles sacrifices en vies humaines, cette guerre d'Algérie. (Et à cet égard de Gaulle est encore plus coupable que les autres puisqu'il a toujours su, nous dit-il, qu'on en arriverait à l'indépendance et que cependant, il a laissé croire à ceux qui se faisaient tuer que c'était pour l'Algérie Française.)

Elle ne nous a pas coûté seulement d'inutiles sacrifices d'argent, comme ce Rocher Noir où l'on a englouti pour rien des milliards qui eussent bien fait l'affaire de notre Université ou des paysans de la Lozère.

Elle a en outre et surtout entamé notre capital d'honneur et de civilisation.

La torture, voilà des mois et des années que des hommes courageux, tels que ceux de l'équipe Vérité-Liberté, la dénoncent. Les pouvoirs publics se sont pudiquement indignés, puis se sont bouchés les yeux pour ne pas voir, les oreilles pour ne pas entendre ; insensibles à l'horreur du crime comme à ses conséquences pour notre renom, ils ont couvert, protégé et honoré les criminels et ce sont les dénonciateurs qu'ils ont poursuivis, saisis, révoqués et arrêtés, en se gardant bien d'ailleurs de jamais aller jusqu'à des débats au grand jour où aurait pu apparaître la vérité.

Mais, celle-ci, comme disait Zola, était en marche. Aujourd'hui, la réalité et l'étendue de la honte ne sont plus niables. C'est dans le discours de rentrée de la Cour d'Appel de Paris qu'on y fait des allusions cruelles. C'est le « Figaro », à propos des sévices dont auraient été victimes, à leur tour, des membres de l'OAS, qui écrit que cela dure depuis longtemps, mais que la Justice n'a pas voulu sévir, et que l'OAS est bien mal venue à se plaindre, elle qui ne protestait pas quand il s'agissait de Musulmans. (Et quand donc le Figaro a-t-il protesté ?) C'est Gिंगembre qui reprend le même thème.

Et la plaie est là, béante. Quand des juristes internationaux accusent les parachutistes de Bizerte d'avoir castré, éventré et assassiné, la presse internationale ne doute pas un instant de la réalité de la chose (encore que l'enquête ait été unilatérale et fut contestable) et titre sur plusieurs colonnes : « Atrocités françaises en Tunisie. »

Certes, on dira : « Et le F.L.N. ? N'en a-t-il pas fait autant ? »

Ceux qui posent ainsi la question perdent de vue l'essentiel : La France a donné à l'univers la Déclaration des Droits de l'Homme ; c'est elle, qui a pu, les mains pures, imputer à crime à l'Allemagne Ascq et Oradour. C'est elle, dont le poète disait, hier : « Tout homme a deux pays, le sien et puis la France. »

Et tout cela, aujourd'hui, est perdu, anéanti, piétiné. Des siècles de générosité, de progrès moral, de défense de l'homme, foulés aux pieds par des ministres qui toléraient et couvraient, des officiers qui ordonnaient et organisaient, des légionnaires ou des parachutistes qui exécutaient ce que, pour ne pas écorcher nos oreilles, on appelait les exactions, et qui s'appelle tout crûment la torture.

La France n'était plus au premier rang, par sa puissance militaire ou économique. Mais elle l'était encore par sa grandeur morale, par sa tradition, par son exemple.

Demain, quand l'indépendance sera un fait, quand le G.P.R.A. pourra s'adresser, en qualité d'Etat reconnu, au monde, nous aurons à faire face à la plus terrible des accusa-

tions. Et sans doute, l'accusateur n'aura-t-il pas lui-même la conscience si pure, mais encore une fois, comment ce peuple à peine sorti du joug du colonialisme pourrait-il se comparer, dans ce domaine, avec le pays qui s'honore d'avoir, le premier, ou parmi les premiers, aboli l'esclavage, émancipé les juifs, supprimé les peines corporelles et respecté chez l'homme sa liberté et sa dignité ?

Le visage de notre pays a été souillé. A ceux qui en sont responsables (et cela a commencé avant de Gaulle), à ceux-là, pas plus qu'à Pétain et à Laval, on ne pourra jamais pardonner.

Et nous ne pourrions dire : « Nous ne savions pas. » Car la vérité, c'est qu'on ne voulait pas savoir. Les gémissements des victimes, les cris des protestataires parvenaient tout de même à se faire entendre et des hommes comme Mauriac y firent écho, de façon répétée. Mais, les organes de grande information, qui ne pouvaient pas ne pas lire et entendre, comme lui, préférèrent, par un conformisme où le respect du pouvoir se mêlait à l'esprit commercial, ne pas parler de tout cela.

Et il y a encore, aussi grave. Ce

ne sont pas seulement des crimes, qui ont été commis, c'est un virus criminel qui a été inoculé à notre jeunesse. Il y a là un mal affreux. C'est par milliers que de jeunes soldats ont été contraints, sous la menace d'être envoyés dans des expéditions d'où on ne revient pas, de faire fonctionner la dynamo, de pratiquer le supplice de l'eau ou d'autre chose et qu'on a réveillé ou fait naître chez eux les pires sadismes. Ne mesurera-t-on pas, dans quelques années, les effroyables effets de cette abominable perversion ?

Et enfin, en corollaire, car, comme dit Jacques Fauvet, cette guerre a tout pourri, nous y avons vu périr le goût, l'attachement des Français pour la Liberté.

Depuis qu'on saisit les journaux à coups répétés, depuis qu'on saisit les livres (et, à l'exception d'un seul, c'est sous le règne de de Gaulle que ces derniers attentats contre la liberté de pensée et d'expression ont été commis), qui donc, parmi les parlementaires a protesté, protesté véhémentement et utilement ? Qui donc, même parmi les grands journaux pourtant menacés d'abord, et atteints ensuite ? Quand un organe (dit d'information) s'indigne de la saisie d'un autre organe (dit d'opinion) dans un mince entre-filet de l'importance de ceux qu'on consacre à l'établissement d'un sens unique, la liberté de la presse n'est pas défendue ? Et quand, pour finir, tous les journaux y passent et s'en accommodent, bornant leur réaction à une platonique littérature, sans accabler le pouvoir de procès, sans boycotter son action et ses hommes, sans livrer le moindre combat, alors, c'est la liberté qui est vaincue parce que ses défenseurs naturels n'ont cure de la défendre.

Oui, tout est pourri, et nous voici aujourd'hui, au milieu d'épouvantables décombres : l'honneur du pays, l'âme de notre jeunesse, les libertés publiques.

Rebâtera-t-on tout cela ? A une seule condition, c'est que demain, les hommes courageux qui ont essayé de le sauver, et que le pouvoir a traqués, pourchassés, révoqués, ceux qu'il appelle les « traîtres », la « meute » soient demain, non pas amnistiés mais réhabilités, honorés, et tenus pour les maîtres à penser de notre pays.



(Dalmas)

EE décembre 1960 : Contre l'oppression, le peuple algérien dans la rue



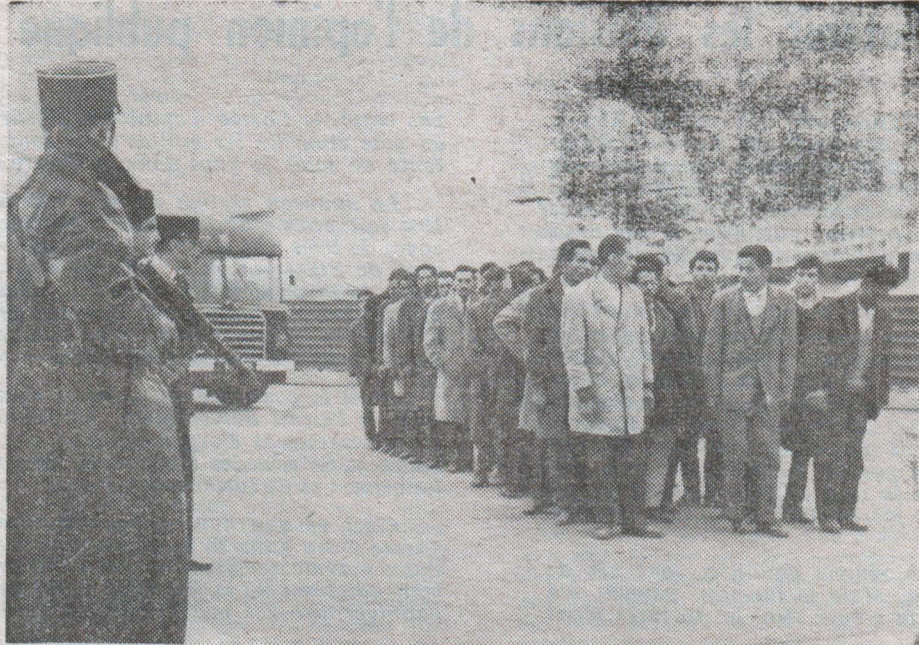
Ségrégation para-légale

par Charles-André Julien

LES mesures discriminatoires prises par l'Intérieur et appliquées, avec une vigueur particulière, par la Préfecture de Police à l'encontre des Musulmans algériens habitant en France sont lourdes de signification dans le présent et de conséquences pour l'avenir.

Jusqu'à la dernière guerre, les démocrates français ont mis au premier plan de leurs revendications l'égalité entre les communautés. L'assimilation, qui négligeait l'originalité de la civilisation musulmane, était d'inspiration égalitaire. C'est cet esprit qui inspirera le Congrès socialiste du 2 juin 1936, à la veille de la constitution du gouvernement Léon Blum: lutte contre les inégalités fiscales, contre le régime des communes mixtes, contre le code de l'indigénat et, sur un point précis qui se heurtait à l'opposition de la police, contre les restrictions apportées à la libre circulation des travailleurs algériens entre l'Algérie et la métropole. La loi Blum-Violette et le statut de 1947 furent inspirés par le désir d'égalité. Le programme communiste, au lendemain de la guerre, fut uniquement égalitaire. Le « Manifeste » du 12 février 1943, qui devint la « Charte algérienne » revendiquait, en premier lieu, la liberté et l'égalité de tous les habitants sans distinction de race ni de religion. L'ordonnance du 7 mars 1944, qui donna aux musulmans d'Algérie la citoyenneté à titre personnel et la loi du 7 mai 1946 qui accorda à tous les ressortissants des territoires d'Océanie la qualité de citoyens réglèrent le problème au point de vue juridique. Il ne s'agissait plus, pour les autorités, qu'à violer, par la pratique, les garanties du droit.

Ainsi fait la police, mais avec mauvaise conscience. Que les policiers, qui se sentent menacés, réclament des garanties de sauvegarde, rien de plus naturel mais encore faudrait-il qu'elles fussent légales et efficaces. On ne pouvait prendre des décisions gouvernementales privant une collectivité, en tant que telle, des garanties assurées par la loi. On a donc eu recours au « conseil » donné aux intéressés de demeurer chez eux après 20 h et on a utilisé des textes réglementaires, qui n'ont pas été conçus pour une telle extension, aux fins de fermeture des cafés et restaurants. On revient, par ce biais, à la « responsabilité collec-



Dans leurs douars ou ailleurs ?

(Keystone)

tive », si largement appliquée en Algérie depuis la conquête. On proclame qu'il n'y a qu'une bande peu nombreuse de meneurs coupables d'attentats mais on frappe toute une population reconnue honnête et inoffensive. Qui plus est, la minorité active que l'on veut traquer échappera facilement aux restrictions imposées. Il en est de ces mesures comme des passeports qui n'ont jamais gêné que les paisibles voyageurs. Les « colonels », qui circulent en France en venant d'Espagne ou de Suisse n'éprouvent aucune gêne à franchir les frontières. Donc, en ce qui concerne les musulmans, discrimination hypocrite et sans résultat, uniquement pour satisfaire les exigences passionnelles des policiers de la base.

Le caractère abusif de la mesure est encore aggravé par les brutalités qui l'ont assortie. Le Figaro (23 octobre) reconnaît que les manifestants n'ont opposé aucune résistance, qu'ils n'avaient pas d'armes, que le nombre « de blessés musulmans serait très élevé » et qu'il en faut conclure « que nombre de victimes auraient été frappées après leur arrestation au cours de scènes de violences à froid ». Denis Périer-Daville signale aussi que « des milliers d'hommes sont parqués depuis plusieurs jours dans des locaux inadaptés à un tel séjour » et que sept mille personnes vivent dans des conditions telles qu'elles « n'ont pu prendre de repos depuis plusieurs jours et, privées de sommeil sont épuisées ». Le courageux journaliste s'est vu refuser

par les Pouvoirs publics l'accès des centres. Une telle procédure juge un régime...

Des milliers d'Algériens seront refoulés dans leurs douars d'origine. Combien y parviendront-ils et dans quel état après le passage dans les camps de triage et quelle activité pourront-ils y exercer ? Les expulsés sont généralement les plus intelligents et les meilleurs ouvriers. Ils priveront les entreprises d'un concours qui ne pourra être remplacé. De cela, le gouvernement n'a cure. L'Etat qui se laisse baffouer par les activistes de l'O.A.S. montre son autorité là où il sait qu'un racisme latent, entretenu par lui dans le pays, empêche les réactions.

Que sera demain ? Si le G.P.R.A. triomphant exige que les Européens d'Algérie regagnent « leurs douars d'origine », il pourra s'appuyer sur un solide précédent. Qui plus est, on accoutume l'opinion à la politique de ségrégation. Ségrégation para-légale en France, où l'on n'a pas imposé le couvre-feu à l'ensemble des habitants pour frapper la cohorte des plasticiens mais aux milliers d'Algériens, dont une infime minorité commet des attentats. Ségrégation entre les Français et les « Nord-Africains », qui inclue les Tunisiens et les Marocains, que la police confond aimablement avec les Algériens pour les soumettre à ces « scènes de violence à froid » dont parle M. Périer-Daville. Ségrégation, qui prépare les esprits, au partage territorial et au regroupement des populations, qui séduit bon nombre de seigneurs qui nous gouvernent y compris, dit-on, M. Debré, mais qui instituerait le régime des « presidios » assiégés et condamnerait tout rapprochement entre les communautés vouées à une guerre inexpiable.

Les mesures discriminatoires prises par l'Intérieur font partie d'un ensemble. Faute d'autorité, le gouvernement a recours à l'arbitraire. Il est des rancœurs qui demeureront au fond des cœurs et risqueront de provoquer demain des représailles que nous dénoncerons, comme les abus d'aujourd'hui, mais avec le sentiment de lâche impuissance que les forces démocratiques n'aient pu être en l'occurrence que des spectatrices indignées.

Ceux qui, sans relâche...

SANS doute, l'idée que le Français se forme de son pays et qu'imprime en lui, dès l'enfance, l'histoire qu'on lui enseigne, s'est-elle constituée en des temps où la France dominait l'Europe. Elle s'est figée dans une figure mythique et stéréotypée... Les Français, engourdis dans l'ignorance où on les a longtemps tenus des moyens atroces et des fins réelles de l'entreprise coloniale, confondent encore les deux figures antithétiques de leur patrie (1).

Il faut se rappeler sur quel complexe de traditions, d'habitudes, de préjugés s'articulent les réactions de l'opinion publique française devant le problème algérien. Pour en juger, nous ne pouvons plus nous fonder sur les classifications classiques de la France en partis, ou en « familles spirituelles » ou en classes sociales. Que l'on songe simplement aux divisions profondes intervenues au sein des partis, à leur éclatement, aux divisions des catholiques et des adeptes de la « Libre pensée ». L'antagonisme des classes, lui-même, n'a pu tenir devant le conflit algérien.

Sept ans de guerre en Algérie n'ont, hélas, pas fait disparaître ces traditions de l'opinion devant les problèmes coloniaux. La troisième république, la quatrième et la cinquième sont responsables de cet état de l'opinion. Le pouvoir a en effet sevré l'opinion des véritables raisons de la colonisa-

tion. C'est contre tout cela que quelques hommes courageux eurent à lutter. A la fois contre une opinion figée dans des rêves mythiques où le langage de la passion est plus facilement entendu que celui de la raison, et contre la propagande fanatique et les persécutions des gouvernements qui, une fois investis, s'empressaient d'oublier les engagements pris devant les électeurs.

Tandis que les Algériens, tout au long de cette guerre, modifiaient le sens et les méthodes de leur lutte, l'opposition en France voyait ses rangs rejoints par ceux, toujours plus nombreux, qui avaient entendu et compris le langage de la raison. Par suite, cette opposition tendait à s'organiser, recherchait les meilleurs moyens d'une plus grande efficacité pour réveiller l'opinion publique de ses rêves mythiques d'expéditions et de conquêtes coloniales.

Des manifestations d'avril-mai 1956, à la gare de Lyon et à Grenoble, contre le rappel des disponibles décrété par le gouvernement de M. Mollet, à la journée nationale d'action du 27 octobre 1960, nous ne doutons pas un seul instant qu'un grand chemin a été parcouru. Hommes politiques, intellectuels, jeunes, tous y ont également participé. En avril 1957, la publication du livre de P.-H. Simon, « Contre la torture », déclenche la campagne contre les tortures qui,

sous des aspects divers, n'a jamais cessé depuis.

Bientôt, cette campagne va être prolongée par une organisation plus systématique de l'opposition à la guerre. Des forces politiques de paix vont peu à peu apparaître. A l'incroyable reniement des partis en 1956 puis en 1958, lors de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, va répondre la création du Parti Socialiste Unifié.

Les critiques railleuses, les horions et les injures de nos adversaires sont impuissants à ôter à notre Parti le mérite d'avoir toujours été à la pointe du combat pour la paix en Algérie, et d'y avoir joué un rôle prépondérant. Soyons sûrs que si d'autres partis avaient agi comme lui, avaient accepté d'endosser leurs responsabilités, le réveil de l'opinion publique aurait été considérablement accéléré. En ces moments de brusques revirements et de repentirs gratuits, alors que 7 ans de guerre nous ont amenés au bord de la guerre civile, il était important de le réaffirmer.

Il nous faut aussi signaler le rôle important et combien courageux joué dans cette lutte par le mouvement étudiant. Parce qu'ils étaient les premiers touchés par les conséquences de la guerre d'Algérie mais aussi parce que, face à l'ensemble des organisations syndicales, ils pouvaient

apparaître comme un catalyseur d'unité, puisqu'ils se situaient en dehors ou au-delà des discussions traditionnelles qui opposent les états-majors syndicaux et politiques, les étudiants pouvaient jouer un rôle important... et ils l'ont joué.

Les manifestations du 27 octobre furent avant tout leur œuvre. Reste à savoir si l'U.N.E.F. pourra encore rendre de si grands services à la cause de la paix: parce qu'elle a été le coordinateur d'un grand mouvement de masses, qui échappa aux partis traditionnels, l'U.N.E.F. ne verra-t-elle pas désormais son action paralysée par le Pouvoir d'abord, mais aussi par les querelles anachroniques qui divisent la gauche française, et auxquelles elle risque de ne pouvoir plus désormais échapper ?

Soyons sûrs, en tout cas, que ceux qui depuis le début ont dénoncé sans relâche la poursuite de la guerre en Algérie et le lent pourrissement qu'elle engendrait, auront du mal à accorder leur pardon aux responsables. Surtout, si sept ans de guerre devaient avoir creusé un fossé insurmontable entre Français et Algériens.

Jacques Pomonti

(1) Jacques Madaule in *Le Monde*, 11 janvier 1958.

La politique algérienne du général de Gaulle à travers les âges

L E 2 octobre 1961, le général de Gaulle a déclaré :

« Pour ce qui est de l'Algérie, à travers les vents et les marées, nous n'avons pas cessé, depuis trois ans, de nous approcher du but que j'ai fixé au nom de la France ».

Mais quel but avait-il fixé ? Il vaut la peine de relire quelques-unes des déclarations successives faites depuis trois ans par de Gaulle. On verra à travers quelles sinuosités il s'est « approché du but ». Il serait beaucoup plus vrai de dire qu'il n'a cessé d'être à la remorque des événements, cherchant simplement, de discours en discours, à dissimuler sous la pompe des mots les incertitudes et les contradictions de sa politique algérienne, avec un mépris sans limites pour l'opinion publique.

Pour

l'« Algérie Française »

● 4 juin 1958 :

A Alger, de Gaulle s'adresse, pour la première fois depuis son retour au pouvoir, à la foule algéroise rassemblée sur le forum :

« Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire... »

« De tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs... »

« L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification. »

Au cours du même voyage, le 6 juin, à Oran, de Gaulle dit :

« La France est ici, elle est ici en vous, hommes et femmes d'Algérie, de toutes les communautés... Elle est ici pour toujours. »

Le même jour à Mostaganem, il s'écrie à la fin de son allocution :

« Vive l'Algérie française. »

Si les mots les plus simples ont encore un sens, ces déclarations signifient bien qu'alors, le général de Gaulle est pour l'Algérie française, l'intégration (rien que des Français à part entière), pour la formule « de Dunkerque à Tamanrasset ».

● 26 mars 1959 :

« Le referendum a montré, au mois de septembre, que la masse immense du peuple algérien me fait confiance

pour lui procurer la paix, la liberté, la dignité et faire en sorte que par là l'Algérie reste liée à la France. »

● 2 mai 1959 :

Le général de Gaulle accorde une interview à M. Pierre Lafont, directeur de « l'Echo d'Oran ». Il déclare notamment :

« L'intégration, je la fais sans en parler tout le temps. »

Aucun démenti officiel ne suit ces déclarations. Aussi les ultras se sentent-ils rassurés ; ils le déclarent par la voix de M. Alain de Sérigny : « Aujourd'hui le général de Gaulle a mis sur notre plaie à vif un baume dont il serait injuste de ne pas reconnaître l'apaisant bienfait. »

Ainsi, jusqu'au milieu de l'année 1959, la politique officielle de de Gaulle, c'est l'intégration et l'Algérie française.

Autodétermination,

mais...

● 16 septembre 1959 :

De Gaulle prononce un discours radiodiffusé sur l'Algérie, c'est le fameux tournant :

« Compte tenu de toutes les données, algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que le recours à l'autodétermination soit, dès aujourd'hui, proclamé. »

Mais...

« Naturellement la question sera posée aux Algériens en tant qu'individus. Car depuis que le monde est monde, il n'y a jamais eu d'unité, ni, à plus forte raison, de souveraineté algérienne... Quant à la date du vote, je la fixerai le moment venu, au plus tard quatre années après le retour effectif à la paix. »

« Toutes dispositions seraient prises pour que l'exploitation, l'acheminement, l'embarquement du pétrole saharien, qui sont l'œuvre de la France et intéressent tout l'Occident, soient assurés quoi qu'il arrive. »

Quant au G.P.R.A., il est ainsi défini :

« Un groupe de meneurs ambitieux, résolu à établir par la force et par la terreur leur dictature totalitaire et croyant obtenir qu'un jour la République leur accorde le privilège de traiter avec eux du destin de l'Algérie, les bâtissant par là-même comme gouvernement algérien. Il n'y a aucune chance que la France se prête à un pareil arbitraire. »

● 9 mars 1960 :

Au cours de la « tournée des popotes », au début du mois, de Gaulle déclare à Batna, devant les officiers :

« Si les rebelles déposent les armes, l'armée les prendra, mais je n'y crois

pas. Alors il faut que l'armée aille les chercher. »

« Algérie Algérienne »

à condition que...

Avant le referendum du 8 janvier 1961, trois discours radiodiffusés du général de Gaulle ; les manifestations des Algériens au mois de décembre 1960 ont poussé de Gaulle vers une formule nouvelle :

● 6 novembre 1960 :

« Ayant repris la tête de la France, j'ai, comme on le sait, décidé en son nom, de suivre un chemin nouveau. Ce chemin conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne... une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas — aura son gouvernement, ses institutions et ses lois... »

Il est dit aussi que « la République algérienne existera un jour ».

La négociation est offerte « pour l'organisation de la consultation future ».

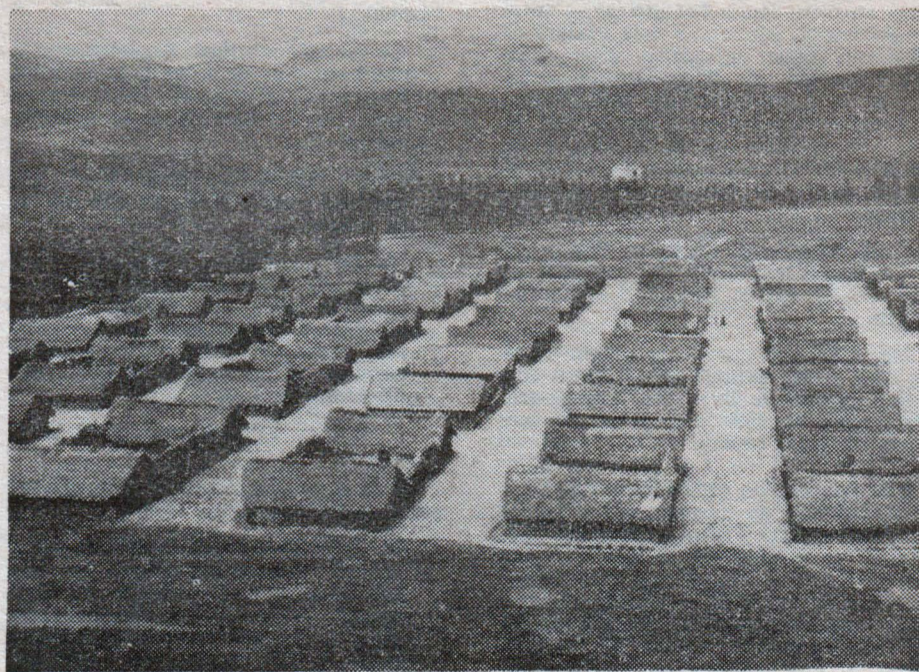
Mais il y a une condition :

« Qu'au préalable on se mette d'accord pour cesser de s'entretenir. »

● 20 décembre 1960 :

Un autre préalable :

« Une Algérie telle qu'y soit assurée la coopération des communautés, une Algérie où chacune d'elles ait ORGANIQUEMENT des garanties apprises. »



(Archives)

Sept ans de guerre, pendant lesquels on a toléré la torture, les repréailles collectives, les camps de regroupement.

Le coût de la guerre d'Algérie

L A guerre d'Algérie a déjà coûté au budget français — c'est-à-dire aux contribuables — à peu près 5.000 milliards d'anciens francs, soit le prix de plus d'un million d'H.L.M. (on en construit actuellement moins de 100.000 par an !)

Comment trouve-t-on ce chiffre, assez approximatif ? En partant des études les plus sérieuses publiées en 1958 par les Cahiers de la République, Economie et Politique et Tribune, études qui ont été mises à jour — autant que cela est possible — par Le Monde depuis cette époque.

Deux difficultés particulières gênent, en effet, tout calcul précis : le camouflé des crédits militaires affectés à la guerre d'Algérie dans l'ensemble du budget militaire français ; la répartition de certains crédits paramilitaires (baptisés civils pour les circonstances), dans les budgets des divers ministères spécialisés : Intérieur,

Anciens Combattants, Aviation, Travaux publics.

Le maquillage systématique des dépenses de guerre en Algérie n'était pas cependant tel il y a quelques années qu'on ne pût chiffrer de façon assez précise le coût budgétaire de la guerre. Depuis, en procédant par comparaison, on obtient des évaluations vraisemblables, sinon — mais à qui la faute ? — parfaitement vraies. C'est l'addition de ces évaluations annuelles qui donne le total des 5.000 milliards cités plus haut, supérieur des deux tiers au coût budgétaire de la guerre d'Indochine.

Chaque jour de guerre qui passe coûte 2 milliards et demi aux contribuables. Avec cette somme, on pourrait :

— construire plus de 700 H.L.M.,
— ou bâtir 350 classes,
— ou offrir un tracteur gratuit à 3.000 agriculteurs,

— ou quintupler l'aide économique à l'Algérie, etc...

Il ne faut d'ailleurs limiter au seul coût budgétaire l'effet de la guerre d'Algérie sur l'économie française. Cette guerre « stupide et sans issue » a deux autres séries de conséquences sur notre économie.

1) D'une part, elle prive la nation d'un nombre appréciable de devises étrangères (300 à 350 millions de dollars par an), soit sous forme d'importation de matériels militaires étrangers (hélicoptères, pièces de rechange...), soit sous celle d'importations de matières premières destinées à approvisionner l'armée, soit encore sous celle d'aggravation du déficit commercial de l'Algérie avec l'étranger, déficit qui est couvert par la France.

2) D'autre part, la guerre, tout en réduisant le niveau de vie des Fran-

çais (1.000 milliards par an représentent une charge fiscale moyenne de 80.000 francs par an pour chaque ménage), retarde la modernisation de notre économie et son expansion, en maintenant en activité des secteurs industriels inutiles ou retardataires, alors que d'autres branches (l'électronique, par exemple), sont en partie détournées de leur essor scientifique parce qu'obligées de livrer à l'armée des matériels aux caractéristiques peu évoluées.

C'est donc sur un triple plan que la guerre d'Algérie perturbe notre économie : détournement de fonds budgétaires, aggravation de la charge fiscale, perte de devises étrangères.

Le pouvoir gaulliste, qui prolonge cette guerre, a beau jeu ensuite d'appeler la nation à accélérer son expansion et les travailleurs à redoubler d'efforts !

DE LA RÉVOLTE A LA RÉVOLUTION

POURQUOI ne pas avouer que nombreux sont ceux qui n'ont vu, dans le déclenchement de la rébellion algérienne, le 1^{er} novembre 1954, surtout — et seulement — une révolte ?

Pourquoi nier que la plus grande partie de la classe ouvrière — et singulièrement certains doctrinaires — n'ont pas bien discerné dans cette révolte ce qu'André Mandouze appelle, dans « Les Cahiers libres » (1) : « La faim de dignité » ?

« Sa politique (celle de la Révolution algérienne) est inséparable de sa géopolitique et sa géopolitique est moins celle de la faim que celle de la faim de dignité ».

Admirable et pénétrante formule. Et qui permet de comprendre le sens profond que le F.L.N. donne à cette guerre. Certes, à la lecture des documents réunis par André Mandouze, on peut comprendre que le F.L.N. ne lutte pas seulement pour une prétendue libération économique — ce qui serait un calcul absurde dans l'éclairage d'une économie devant presque obligatoirement se développer dans un circuit extérieur de type capitaliste. Car l'Algérie — malgré le bluff d'un plan tardivement concerté, en lui-même erroné et inadapté, au surplus inappliqué (en raison des circonstances) — l'Algérie est un pays arriéré, structurellement informe, techniquement sous-développé, avec une population à démographie désordonnée et qui avait encore, en 1954, en grande partie, un mode de vie archaïque.

Les dirigeants du F.L.N. ont conscience de cela et savent parfaitement que l'indépendance ne fera qu'aggraver — dans l'immédiat — la situation que leur ont léguée 130 années de colonisation française. Les combattants du F.L.N. se battent pour un avenir qu'ils entendent construire eux-mêmes. Leur éthique n'est pas — contrairement à ce qu'ont dit les Européens — un fanatisme religieux. L'Islam a un peu de place. La solidarité maghrébine dépasse le Maghreb, elle — la solidarité des maquisards — englobe tous les Arabes et — comme l'écrit Mandouze — tous les Africains. Mais, par delà l'Islam et l'Afrique, cette solidarité, c'est celle des hommes du Tiers-Monde, ceux d'Asie et d'Amérique du Sud, enfin, par delà tous les pays frères par la race, la religion ou la misère, celle de tous les peuples dont les tendances ou les doctrines condamnent le colonialisme.

C'est Bandoeng, Accra ou Pékin qui ont marqué le monde des peuples en voie de libération politique et économique.

Les citations que nous allons faire ne sont point exhaustives. Il faut lire attentivement le livre d'A. Mandouze. Mais elles peuvent être pour nos lecteurs un utile repère.

Une population qui, malgré une telle disproportion de moyens, lutte depuis sept ans contre l'armée française mérite d'être « comprise ». Elle le méritait certes, il y a sept ans, mais ceux qui l'ont dit clamaient dans le désert ; et la classe ouvrière de notre pays ne devrait-elle pas se demander, aujourd'hui, si elle n'a pas un peu « mauvaise conscience » ? Qu'on se souvienne ! 1^{er} novembre 1954. Que de gouvernements depuis cette date, et de républiques, et d'élections ! Que de pourrissement et de pourritures dénoncées sans que se produise le soubresaut populaire attendu... Combien les mots de la « Déclaration de l'A.G.T.A. » du 30 mai 1958 font mal à lire :

« Nous attendons des Républicains français qu'ils traduisent dans les faits leur anticolonialisme en imposant l'ouverture de négociations avec le F.L.N. sur la base de la reconnaissance de l'indépendance ».

Qu'y eût-il de fait ? Si peu de choses que l'U.G.T.A., dans une adresse aux travailleurs du monde entier accusait, en 1959 :

« ... une grande partie de l'opinion publique française qui, par son silence complice, est responsable des crimes odieux que commettent quotidiennement en Algérie l'armée et la police française, au nom de tout le peuple français et de la classe ouvrière française »

N'est-ce point Péguy qui disait : « Il y a pire qu'une âme perverse, c'est une âme habituée ».

En sept années, le peuple français ne s'est-il pas habitué ?

Aujourd'hui, il faut comprendre. Tant pis si le choc est douloureux.

Le 8 mai 1945 :

45.000 morts

« En un mot, nous ne voulons pas que nos enfants vivent ce que nous vivons. Mais que demain, ils puissent jouir pleinement de la liberté, au même titre que les enfants de France. »

(Ferhat Abbas, 10/4/57)

« La France, qui avait peur de mourir en perdant l'Algérie, ne risque-t-elle pas de mourir à force de vouloir la garder ? »

(Introduction : Plateforme de la Révolution algérienne)

Il nous semble avoir entendu cela en France même... et le vivre dans le régime gaulliste agonisant !

Quelle est l'origine de la révolte ?

« Le 8 mai 1945, comme tous les autres peuples, le peuple algérien se préparait à fêter dans la joie la victoire de la liberté sur l'oppression, cette victoire à laquelle il avait largement contribué et qu'il croyait être également la sienne. La France y répondit par une répression ignoble. 45.000 morts, voilà ce que signifie pour les Algériens le 8 mai 1945. »

(Discours à la Conférence du Caire — 1957)

Une révolution démocratique

Mais quels sont les buts du soulèvement ?

« La Révolution Algérienne n'a pas pour but de jeter à la mer les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain... »

« La Révolution Algérienne n'est pas une guerre civile ni une guerre de religion... »

« La Révolution Algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une République démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination... »

(Plateforme, Août 1956)

Trois ans plus tard, El Moudjahid écrit, le 1^{er} novembre 1959 :

« ... La libération totale du territoire, le pouvoir au peuple, la terre aux paysans, la liquidation de l'économie coloniale et l'édification d'une économie nationale indépendante, la destruction des survivances de l'époque médiévale et féodale tels sont quelques-uns des objectifs qui retiennent d'ores et déjà la faveur du peuple algérien et dont la réalisation donnera son contenu à la Révolution démocratique... »

Mais la lutte pour la libération n'est pas nécessairement la lutte pour une Révolution politique. Les textes parus dans le journal du F.L.N. n'échappent pas au dilemme :

« En Algérie, la guerre de libération nationale se confond avec la Révolution démocratique... »

Dans quelle mesure la guerre de libération nationale en Algérie s'accompagne-t-elle d'une Révolution démocratique ? se demande El Moudjahid. Et il confirme :

« D'une part, elle s'exprime par une affirmation par l'Algérien de sa personnalité historique, aliénée par le colonialisme et reconquise avec la prise de conscience de plus en plus aiguë de son originalité nationale et culturelle. »

« D'autre part par une prise de conscience de plus en plus nette du cadre factice et déprimant d'un mode de vie archaïque perpétué par le colonialisme... »

« ... La perspective révolutionnaire implique la fin des féodalités et la destruction de toutes les structures économiques de la colonisation... »

Cette morale de la Révolution n'est-elle pas tout entière dans le Mémoire de la délégation F.L.N. à l'O.N.U., en 1957 ?

« Léon Blum disait : La colonisation, c'est-à-dire l'appropriation par les hasards de la découverte ou par la conquête armée, le maintien de la domination par la force, l'exploitation des hommes et des richesses naturelles par la contrainte, tout cela est désavoué par le droit et la morale modernes, tout cela appartient à une période de l'histoire de l'humanité... »

Et la délégation du F.L.N. ajoutait :

« Nous, Front de Libération Nationale, disons que cette condamnation est dans la tradition de la France démocratique et républicaine. Mais la France est une chose, son système colonial en est une autre. »

« Si le Front de Libération Nationale se défend d'être l'ennemi du peuple français, il s'interdit, avec la même force, tout compromis avec le colonialisme. Ce qui était ne sera plus... »

Est ou Ouest ?

Colonisation de la Révolution par les communistes, a-t-on tenté de faire croire, pour retirer à la Révolution Algérienne son véritable sens.

Rien n'est plus faux. La Plateforme ne ménage pas le P.C.F. et dénonce vigoureusement son jeu trouble.

« ... La direction communiste bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire... »

« La sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un béni-oui-ouïsme avec le silence qui a suivi le vote des Pouvoirs spéciaux... »

« Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O. favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste... »

Ainsi, la Révolution Algérienne délimite clairement ses frontières. Est ou Ouest ?

La réponse :

« Quand nous, Africains, nous disons que nous sommes neutres sur les rapports Est-Ouest, nous signifions que, pour l'instant, la seule question qui nous préoccupe est celle de notre combat contre le colonialisme... »

(El Moudjahid - Janvier 1960)

Bien évidemment, c'est là une position d'opportunité.

Des nécessités économiques

Au demeurant, les dirigeants du F.L.N. conçoivent parfaitement les nécessités économiques et leur ont tracé des perspectives d'avenir :

« Le Sahara algérien est partie intégrante de notre territoire. Les richesses de son sous-sol constituent une source de progrès humain et économique pouvant susciter une large et fructueuse coopération entre l'Algérie, les pays du Maghreb et l'Afrique. Cette position du G.P.R.A., maintes fois répétée depuis des années, exprime la volonté de la Révolution algérienne de réaliser une Algérie souveraine et prête à la coopération avec le reste du monde... »

(El Moudjahid — 4/6/61)

Voilà, trop succinctement esquissés, les contours de cette Révolution qui a pris naissance dans un ultime sursaut de révolte. Aujourd'hui, même les plus obtus des conservateurs conviennent de l'irréversible mouvement vers l'indépendance et la souveraineté algériennes. Ce qu'on ne veut pas en-

core admettre, ce sont les buts révolutionnaires du combat engagé. A moins que — le sachant — cela explique les manœuvres de retardement d'un adversaire déjà vaincu. Car le colonialisme, sous sa forme ouverte, est moribond. Mais tel le Phénix, il tente de reprendre vie sous la forme économique.

De là, la nécessité d'une véritable révolution profondément socialiste.

Le soutien d'une gauche

« révolutionnaire »

La Révolution Algérienne sera-t-elle enfin soutenue par les forces de gauche française ? Non pas en s'engageant dans la lutte armée aux côtés des maquisards algériens — ceux-ci sont assez forts et courageux et n'ont pas besoin de cette forme d'aide.

El Moudjahid écrivait déjà, le 1^{er} janvier 1958 :

« A aucun moment, il ne saurait être question pour les démocrates français de rejoindre nos rangs ou de trahir leur pays. Sans renier sa nation, la gauche française doit pouvoir lutter pour que le gouvernement de son pays respecte les valeurs qui s'appellent : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — reconnaissance de la volonté nationale — liquidation du colonialisme — rapports réciproques et enrichissants entre des peuples libres. »

« ... Le F.L.N. demande à la gauche française de renforcer son action d'information et d'expliquer aux masses françaises les caractéristiques de la lutte du peuple algérien, les principes qui l'animent, les objectifs de la Révolution... »

Mais nous sommes bientôt en 1962, et la guerre révolutionnaire algérienne entrera dans sa huitième année. La Révolution Algérienne continue. Fidèle aux principes de Bandoeng. C'est ce que souligne El Moudjahid, le 15 avril 1961 :

« ... En tentant vainement de nous isoler sur le plan international, en affirmant que nous étions inféodés tantôt au Caire, tantôt à Moscou, tantôt à Pékin, nos ennemis n'ont fait qu'accentuer davantage leur propre isolement... »

« ... Ceux qui nous soutiennent, tant sur le plan matériel que dans les domaines politique et diplomatique, ne nous ont jamais marchandé leur aide. Ils savent que notre combat est leur combat et que nos ennemis sont les leurs... »

A de rares exceptions près, les dirigeants de la gauche française se sont installés dans la poursuite de cette guerre contre la Révolution Algérienne. Les pseudo oppositions — constructives ou vigilantes — n'ont jamais pu masquer l'incapacité foncière des démocrates français — et de la gauche — à concevoir la légitimité des buts de la Révolution Algérienne.

Cependant, le peuple, dans sa base, veut la paix et il sait que l'indépendance de l'Algérie est la seule solution répondant à ses intérêts bien compris.

« Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est que les dirigeants français tirent la leçon de sept années de guerre. Ce qu'il leur faut, c'est abandonner les déclarations d'intentions, le chantage stérile, les prétentions chimériques, pour s'engager résolument dans la voie de la vraie décolonisation... »

(El Moudjahid — 15/4/61)

Mais il est des révisions déchirantes qui sont indispensables. Quelques hommes courageux et honnêtes n'ont pas hésité et sacrifient leur sécurité à l'expression de ces vérités. Que peuvent-ils contre la conspiration des lâches ?

On demande des révolutionnaires français.

Bertrand Renaudot

(1) LA REVOLUTION ALGERIENNE PAR LES TEXTES. Documents présentés par André Mandouze, Cahiers Libres n° 16. Ed. François Maspero.

Au Théâtre des Champs-Élysées

Schweyk dans la II^{ème} guerre mondiale

C'EST Brecht qui a défini Schweyk de la sorte : « *L'opportuniste des petites occasions* ». Mieux que de longs discours, cette formule-boutade retient l'essentiel du personnage. Un Arlequin serviteur de lui-même, sachant, pour survivre, se faire petit diable parmi les grands diables, petit ange parmi les grands anges. Pour cela, prêt à tout : à lécher les bottes des puissants, par exemple. Et il expliquera : « *C'est tout un art. Il y a de bien petites bêtes qui seraient heureuses de pouvoir lécher le cul du tigre, parce qu'à ce moment il ne peut plus les attraper et elles se sentent en sécurité relativement. Mais voilà, le tout est d'y arriver.* »

Cette image peu glorieuse choquera sans doute ceux pour lesquels sacrifice et héroïsme sont les deux mamelles de la dignité humaine... Schweyk se montre plus sage, tout préoccupé qu'il est à traverser sans dommage les catastrophes. Peu lui chaut les grands mots et les belles attitudes. Une seule efficacité : celle qui le sauve, lui, Schweyk.

La seule solidarité qu'il reconnaît jamais est celle du bistrot. Somme toute, si Schweyk se trouve enrôlé dans la Wehrmacht c'est pour préserver Baloun, son compagnon du Calice.

Schweyk, — nous l'avons déjà indiqué (1) — vu par Brecht se déroule durant l'occupation de la Tchécoslovaquie. Toujours voleur de chiens, pillier du café le Calice, Schweyk y retrouve la patronne, Madame Kopetzka, le gros Baloun et Bretschneider, membre de la Gestapo. La pièce tourne essentiellement autour d'eux. Traîné chez les S.S. par Bretschneider, Schweyk est d'abord relâché. Il va « collaborer » en procurant à l'adjudant Bullinger un loulou « de race ». Puis, embarqué au service du travail obligatoire avec Baloun, il réagit passivement. L'épisode du chargement du wagon, par son ambiguïté, donnera matière à réflexion sur le comportement-type de Schweyk. « Résiste »-t-il en montrant si peu d'empressement et en brouillant le souvenir de la sentinelle ou non ? Brecht affirme que non, « *Schweyk ne doit être vu comme un saboteur astucieux agissant dans le dos des gens* ». Il le désigne plutôt — tel le pendant de « Mère Courage » — convaincu de toujours pouvoir tirer son épingle du jeu. C'est au fond la représentation de ce qui fut le comportement de la grande masse : ni collaboratrice ni résistante. Sceptique, doutant de tout.

Finalement, Schweyk rejoint en cellule militaire les candidats volontaires pour la - lutte - contre - le - bolchevisme - pour - la - défense - de - la - civilisation. Tous, estropiés réels ou simulateurs, seront enrôlés dans la Wehrmacht. Et malgré l'em-

pressement affiché, Schweyk ne parvient pas au bout de son voyage : Stalingrad.

J'ai lu ces jours-ci que la mise en scène de Planchon pour « *Schweyk dans la seconde guerre mondiale* » de Brecht (2) devait être considérée comme une date dans l'histoire du théâtre. J'emprunterai à Schweyk son scepticisme. Pas plus qu'on ne doit, pour traiter de l'expérience de théâtre populaire de Villeurbanne, l'envisager comme on envisage les entreprises des marchands de spectacle, — pas plus on ne doit endosser automatiquement toutes ses tentatives.

La découverte annuelle de génies ne me semble pas une action de salubrité théâtrale évidente et les révolutions artistiques se jugent en rapport avec leur nécessité.

Pour permettre les fréquents changements de lieux, Planchon et Allio ont ainsi utilisé, dans « *Schweyk* » la scène tournante. Grâce à quoi les séquences courent dans un sens, dans l'autre, suivant l'action, dans telle ou telle portion de plateau. De cette manière aussi, le spectateur trouve toujours devant lui, en gros plan, les acteurs en présence. Si ce principe n'est pas contestable, la gratuité de certains mouvements, la dispersion du spectacle finissent par lasser. Et l'exercice tourne à la virtuosité. Bien sûr on obtient un enchaînement ininterrompu des scènes entre elles. Mais de longs « noirs » le brise. D'autant plus mal que les sortes de bandes dessinées, bordant la scène, alors éclairées ne signifient — contrairement à l'intention — plus rien.

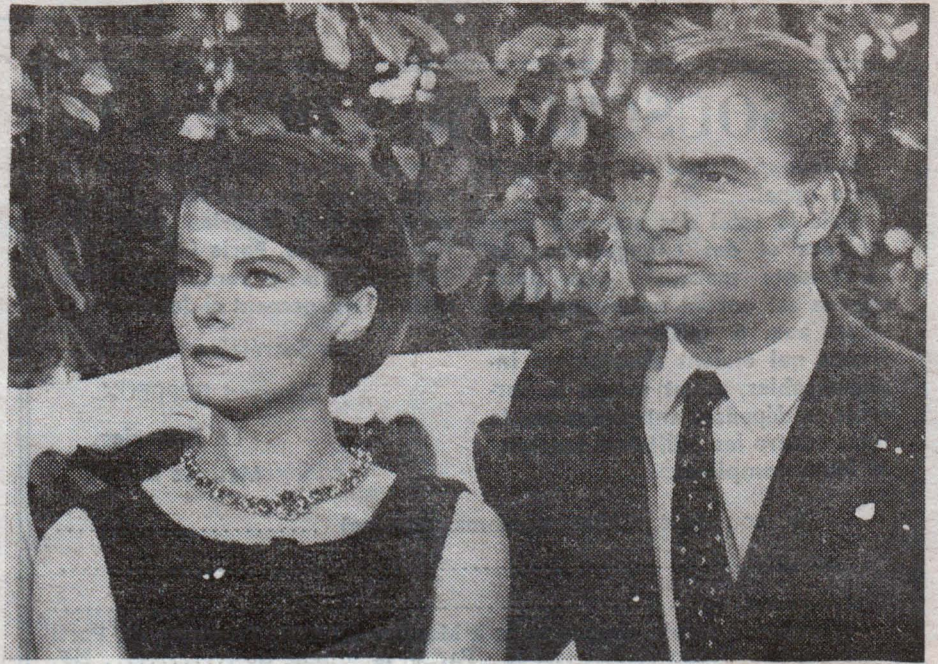
Je sais que Schweyk a été répété très vite, en moins de trois mois. Tel quel, le spectacle manque d'homogénéité et il aurait fallu reprendre longuement certains passages. Le vol du chien le long de la Moldau est parfait : la rencontre d'Hitler et de Schweyk s'achève péniblement. Ici on a opté pour le franc burlesque et plus du tout là.

On pensera peut-être que voilà bien des critiques. Et qu'après tout ce n'est, dans ces colonnes, ni l'endroit ni le moment de fendre les cheveux de Planchon en quatre. Voire. Ses préoccupations sont les nôtres. Ses recherches nous intéressent. Nous devons le défendre, certes. Cela n'exclut nullement l'examen attentif.

De toutes manières, une demi-réussite de Planchon vaut toutes les « réussites » d'une saison parisienne, le rouillard « Va donc chez Törpe » compris. Allez-y voir.

Emile Copferman

1) Cf. Tribune Socialiste, n° 69.
2) Qui paraît dans le tome IX des Œuvres Complètes avec « Sainte Jeanne des abattoirs » et « L'importance d'être d'accord », Ed. de l'Arche.



(Archives)

« Une œuvre très concertée... »

L'année dernière à Marienbad

MARIENBAD : une station balnéaire allemande, avec un hôtel baroque, des corridors infinis, des glaces tortillées, des mouleurs et du staff — et un immense jardin à la française, d'une symétrie impeccable. Là-dedans, des personnages mondains, figés, parfois immobiles comme autant de statues. Et trois êtres anonymes : une femme, un homme qui est peut-être son mari, un autre homme. Un commentaire paraphrase les images, relie des bribes décousues de dialogue. Il semble que le troisième personnage ait rencontré, l'an dernier, ici même, la femme, et qu'elle lui ait promis de partir avec lui. Mais elle semble réticente, refuse le souvenir, — est-ce d'ailleurs bien un souvenir, n'est-ce pas un délire imaginaire de l'un des personnages ? S'est-il passé vraiment quelque chose entre ces êtres, l'année dernière à Marienbad ? Et si oui, quoi ? Un suicide est suggéré, un meurtre, un viol. Mais ce sont peut-être aussi des phantasmes. Peut-être est-ce ce qui arrive maintenant, peut-être ce qu'ils imaginent. Peut-être ce dont ils se souviennent.

Voilà comment, en la massacrant évidemment, on peut dire en quelques lignes le « sujet » du dernier film d'Alain Resnais.

Quel que soit le sentiment que l'on ressent devant cette entreprise assez nouvelle au cinéma, il faut d'abord préciser quelques points. Lorsque la publicité vous affirme que « ce film n'est pas comme les autres », elle a raison, mais l'argument risque d'être émoussé — d'abord parce qu'il a beaucoup servi, et souvent pour couvrir de fort douteuse marchandise, — ensuite parce que ce n'est pas, en soi, un motif suffisant d'intérêt. C'est tout au moins une indication : ne vous attendez pas à une histoire classiquement racontée. Mais le spectateur, ainsi averti, reprend sa liberté : il est expressément invité à se fier à ses impressions, à ne pas trop « chercher à comprendre », à voir le film comme il écouterait une symphonie, ou regarderait une statue. D'où à la fois l'intérêt et la vanité des « interprétations » qui fleurissent à droite et à gauche ; paraphrases diverses, toutes justifiées, jamais suffisantes, elles traduisent les réactions d'autant de personnes différentes. Ces réactions sont difficilement explicables : pourquoi untel s'ennuiera-t-il alors qu'un autre sera passionné, vissé à son fauteuil, hypnotisé pendant plusieurs séances successives ? France-Observateur a publié un article d'André Ferrier, qui visiblement n'avait pas aimé le film : le courrier des lecteurs qui a suivi sa lettre montre bien la diversité des réactions.

Est-ce à dire qu'il s'agit d'un film « pour intellectuels », d'un jeu abstrait et desséchant, auquel seuls prendraient plaisir les esthètes raffinés ? Absolument pas ; si vous mettez face à face d'un côté les « pour », de l'autre les « contre », vous ne retrouvez pas de classification de ce type. Est-ce à dire que l'on ne peut rien dire du film ? Si, le critique peut établir objectivement quelques points de repère, rappeler que le scénariste, l'écrivain Alain Robbe-Grillet, raconte souvent, dans ses romans, des scènes vécues, ou remémorées, ou imaginaires, sans en indiquer clairement la séparation, refusant de trier ce qui s'est passé et ce qui aurait pu se passer. On peut rappeler l'admiration de Resnais pour

le surréalisme, et à travers lui pour le romantisme allemand — et sur le plan cinématographique, pour les films italiens délirants des années 20, et pour l'Orphée de Jean Cocteau. Et après, est-on bien avancé pour faciliter l'accès du film ?

Il est sans doute temps d'avouer que je suis resté en dehors, que je n'ai pas pénétré dans cet univers particulier, que les miroitements concertés des images et du texte ne m'ont pas hypnotisé. Toute la confiance préalable que l'on peut avoir pour Resnais, le cinéaste des Statues meurent aussi et de Nuit et Brouillard, de Guernica et de Hiroshima mon amour, toute l'estime qu'entraîne le courage de ce réalisateur qui, après le succès risqué de Hiroshima, joue de nouveau sa carrière sur une entreprise aussi périlleuse, n'y peuvent rien : ce déroulement d'images ne m'émeut pas. Je comprends même les réactions de certains critiques étrangers qui, voyant le film au Festival de Venise et ignorant les prises de position de Resnais et de Robbe-Grillet (tous deux signataires du « Manifeste des 121 ») dénonçaient en lui une entreprise réactionnaire d'évasion de la réalité, bien caractéristique de la France gaulliste. Sans doute avaient-ils tort, et la question de l'art « engagé » ne se résout-elle pas aussi vite, mais rarement film prétendit avec tant d'assurance se créer son propre univers, sans références au nôtre, en en repoussant non seulement les questions brûlantes, mais jusqu'aux catégories logiques.

Je crois m'être bien fait entendre : il y a un monde entre l'ambition de Resnais, dont l'œuvre très concertée fait appel à ce qu'il y a de plus secret en nous, au risque de laisser cet appel sans réponse — et les petits coloris fantaisistes des gamins anarchistes de la Nouvelle Vague, du type Une femme est une femme. Je ne puis ni recommander ni déconseiller L'Année dernière à Marienbad. Ce n'est qu'après vision du film que chacun de nous peut définir sa réaction, et, je crois, sa surprise.

Marcel Ranchal

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin. ODE 15-04

Semaine du 25 au 31 octobre

UNE AUSSI

LONGUE ABSENCE

LE FLORIDE

43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 25 au 31 octobre

ÉTOILES

Film germano-bulgare

GAUGUIN

Court-métrage
d'Alain Resnais



(Pic)

Ni collaborateur, ni résistant...

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de NF.

Signature :

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévise, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

DES DATES A RETENIR

Pierre Mendès France à Cachan...

Pierre Mendès France parlera de l'Enseignement et de la Jeunesse le :

MARDI 7 NOVEMBRE

Salle de la Mairie de Cachan, à 21 heures précises.

...et à Beauvais

La Section organise le

20 NOVEMBRE

un meeting avec la participation de Pierre MENDES FRANCE, Salle du Théâtre provisoire de Beauvais, à 20 h. 45.

Conférence-débat au Mans, avec J. Popere

VENDREDI 27 OCTOBRE

à 20 h 45, salle des Concerts : conférence-débat animée par Jean Popere sur le thème : « Cohésion Nationale » ou « Unité des Travailleurs » ?

"Journée-Jeunesse" dans le Gard

La Fédération P.S.U. du Gard organise, avec le concours du cercle J.S.U. de Nîmes et l'appui de la Commission Jeunesse de la section locale, la Ire JOURNEE REGIONALE J.S.U. DU SUD-EST

à laquelle sont invitées les Fédérations de l'Aude, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault et Vaucluse. Cette réunion se tiendra Bourse du Travail, 14, rue F. Peloutier, à Nîmes, le

DIMANCHE 29 OCTOBRE 1961

— 9 h : Problèmes des relations Jeunes-Parti. Bilan du mouvement J.S.U. dans le Sud-Est.

— 12 h 15 : Repas en commun.

— 14 h : Conclusions et perspectives d'avenir.

— 15 h 30 : Réunion de travail pour la constitution d'un cercle d'études sociales régional.

"C. E. S." PROGRAMME

REPRISE DES COURS

17, rue de Chaligny

Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)

TOUS LES MARDI, à 20 h. 30

INITIATION ECONOMIQUE par M. RUNGIS

• Mardi 31 octobre : Comment fonctionnent les entreprises, et pour qui ?

• Mardi 14 novembre : Les structures économiques de la France.

• Lundi 27 novembre : L'Economie politique devant ses choix.

• Mardi 12 décembre : Les problèmes économiques et le Socialisme.

Paris et Banlieue

Assistance Publique

Une réunion des camarades, membres du personnel de l'Assistance Publique de Paris aura lieu le :

MARDI 7 NOVEMBRE

à 18 heures précises, Salle Lanery, 10, rue de Lanery, Paris (10^e). (Métro : République).

Journées d'Études de l'Isère

Fructueux travail d'étude et d'approfondissement de la politique de Front socialiste, samedi et dimanche derniers, à Grenoble, pour les militants de la Fédération de l'Isère.

120 participants samedi soir à la séance d'introduction réservée à l'exposé sur la politique de Front socialiste, par J. Popere.

Dimanche, travail collectif de discussion, notamment sur les points suivants :
— Front Socialiste et Troisième Force.
— Front Socialiste et Front Populaire.
— Le rôle du Parti Communiste dans le Front Socialiste.

— Le rôle des organisations « larges ».
— Notre stratégie en fonction des problèmes internationaux : notre position vis-à-vis des blocs.

De nombreux militants, notamment des camarades ouvriers responsables syndicaux, ont pris une part active à cette discussion.

Il est convenu qu'une série de séances d'étude de la politique de Front Socialiste aura lieu dans les diverses sections de la Fédération. La plupart des sections étaient d'ailleurs représentées à cette session.

De nouvelles journées d'étude seront organisées au cours des prochains mois, notamment sur « le travail politique de la section ».

Birth-control

Une belle réunion

Dans le cadre de la campagne pour l'émancipation de la femme, préconisée par le Congrès de Clichy, l'Inter-fédération de la Seine, en accord avec les Fédérations de la Seine-et-Oise, de Paris et de Seine-Banlieue, avait organisé, mardi dernier, grâce à l'activité de sa responsable à l'Action et à la Propagande féminine, une réunion sur le Planning familial qui remporta un grand succès.

Hommes et femmes étaient fort nombreux pour écouter, salle Lanery, le docteur Aron-Brunetière évoquer ce problème. Les applaudissements nourris saluèrent la conférence et les précisions qu'il fournit à un auditoire qui le pressa de questions.

Edouard Depreux et Lucienne Borchio indiquèrent, le premier, la position du P.S.U. sur ce problème, la seconde, le travail intéressant fourni par quelques militantes depuis déjà fort longtemps.

Rappelons que cette réunion était placée sous la présidence d'Edouard Depreux, assisté de Mireille Osmin, de la doctoresse Weill-Hallé, des docteurs Simon et Robin.

P.S.U. - Saint-Brieuc :

Motion contre les explosions nucléaires

La section de Saint-Brieuc du P.S.U. rappelle qu'elle s'est élevée à plusieurs reprises contre les expériences nucléaires dont les conséquences néfastes ont été démontrées par les savants du monde entier.

Au moment où ces expériences tendent à se répéter à une cadence jamais atteinte, elle élève la plus énergique protestation contre des actes qui, d'où qu'ils viennent, font courir un danger mortel à l'humanité tout entière.

Edouard Depreux à Saintes

Samedi 21, salle Centrale à Saintes, s'est tenue une réunion publique et contradictoire avec la participation du Secrétaire national du P.S.U. L'orateur était présenté par notre camarade Michel Boucher, secrétaire fédéral. Le camarade Brochard présidait la séance, entouré de Baron, Giraud, Pairé conseillers municipaux P.S.U., de Lallane et Desmoulin, secrétaire et secrétaire-adjoint de la section de Saintes. Environ 250 personnes avaient répondu à l'appel des organisateurs. Le lendemain dimanche, à la Mairie de Saintes, eut lieu une importante réunion de travail. Les fédérations de Charente, Charente-Maritime, Vendée,

Deux-Sèvres, Vienne et Gironde étaient représentées... Les problèmes d'implantation et d'organisation propres aux différentes fédérations furent évoqués. Un repas amical très simple réunit enfin 57 participants.

La Fédération de la Charente-Maritime estime que le bilan de ces deux journées est extrêmement favorable : resserrement des liens entre militants éloignés, prise de conscience des difficultés rencontrées, etc. Elle remercie tous les participants et particulièrement ceux de nos camarades qui se sont imposés un long déplacement pour assister à cette réunion inter-fédérale.

Pierre Mendès France à Nevers

C'est avec une grande satisfaction et un vif intérêt que les Nivernais ont accueilli la venue à Nevers de Pierre Mendès France, le lundi 23 octobre.

L'ancien Président du Conseil a d'abord reçu dans la matinée et au début de l'après-midi des délégations de la C.F.T.C., de F.O. (la C.G.T. crut bon de décliner l'invitation qui lui avait été lancée), du C.N.J.A., de la F.N.S.E.A., de la F.E.N. etc. Parmi elles, beaucoup de nos camarades P.S.U. qui sont très actifs dans les organisations syndicales du département.

Puis, en fin d'après-midi, une réunion eut lieu, réservée aux membres du P.S.U. de la Fédération de la Nièvre et des Fédérations voisines de l'Allier et du Cher. Pierre Mendès France répondit aux questions qui lui furent posées sur la guerre d'Algérie, la situation économique, la laïcité, les futures institutions et il exposa les thèses de notre Parti. En conclusion, il invita les militants à ne pas oublier (mais les Nivernais et leurs voisins étaient convaincus d'avance) que l'ennemi ne se situe non pas à l'intérieur mais à l'extérieur du P.S.U.

Enfin le soir, à la Halle du Champ de Foire, 1.200 à 1.500 personnes se

pressèrent pour l'entendre dans le cadre du Cercle d'Études Politiques, Économiques et Sociales. Il reprit les principaux thèmes exposés dans sa conférence de presse :

Constitution d'un gouvernement de transition pour rétablir les conditions de la démocratie par la paix en Algérie, la mise hors d'état de nuire des fascistes et l'abolition du pouvoir personnel. Deux mois sont suffisants pour réaliser ce programme minimum : tout le monde sait ce qu'il faut faire, il suffit de le faire et, pour le faire, de s'appuyer sur le peuple.

L'Algérie sera indépendante, elle sera gouvernée par le F.L.N., elle aura avec la France des intérêts communs. De même il est facile de mettre sur pied rapidement une Constitution permettant des gouvernants à la fois démocratiques et efficaces.

Si l'O.A.S. se rend compte de la volonté de résistance des forces démocratiques, elle n'osera rien tenter.

C'est sur ces paroles d'espoir que se termina une réunion qui fut un plein succès. Une conclusion s'impose : le P.S.U. est désormais une force politique avec laquelle il faut compter dans le département de la Nièvre.

A Lens :

Une ingénieuse propagande pour T.S.

La section P.S.U. de Lens a participé, pour la deuxième fois, à la Grande Braderie Annuelle.

Grâce au concours d'un grand nombre d'amis, un stand avait été installé en bonne place et la complaisance de l'un de nos membres qui avait pour la circonstance installé sa tente de campement nous permit, tout en étant à l'abri en cas de pluie, de procéder à une large diffusion de propagande par voie d'affiches. Sur une table, s'élevaient bien en vue les brochures qui attiraient l'attention des passants qui s'arrêtaient devant notre banderole largement déployée : « Fédération du P.S.U. du Pas-de-Calais ».

Nombreux furent les camarades qui, pendant quelques heures, se dépensèrent avec acharnement pour la vente de Tribune.

Notre but, en prenant part à cette manifestation publique, était surtout de faire connaître le P.S.U. en même temps que l'action menée par notre Parti tant à Lens qu'à travers le Département.

Nul doute que notre objectif fut atteint car nombreux furent les promeneurs qui s'arrêtèrent, intéressés par notre stand placé au Boulevard Basly.

Notre succès réconforta et récompensa le dévouement des camarades qui avaient tenu à apporter leur concours entier pour la prospérité de notre Fédération en particulier et pour le P.S.U.

VENDREDI 27 OCTOBRE A 21 H.

LA GUERRE D'ALGÉRIE ET LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

Réunion d'information, organisée par les sections et groupes étudiants P.S.U., Palais de la Mutualité, 27, rue Saint-Victor, Salle G (Métro Maubert-Mutualité).

sous la présidence de LAURENT SCHWARTZ

avec Claude BOURDET et Gilles MARTINET

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

A adresser : P.S.U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

ENTREPRISE KEUK DJIAN

Peinture splendide

Décoration - Installation - Agencement

Ravalement - Vitrerie

Appartements - Villas - Magasins

Escaliers

Travail loyal et consciencieux

GUT. 83-25 — 5, rue de Cléry, Paris-2^e

Les problèmes agricoles :

A Montauban Journée d'Étude du Sud-Ouest des fédérations

Samedi dernier 21 octobre une conférence du P.S.U. sur les problèmes agricoles présidée par H. Longeot, du Bureau National a eu un grand succès. Une centaine de participants, presque tous militants et dirigeants syndicalistes paysans du département, ont écouté les rapports de nos camarades Hardouin et Serge Mallet sur les positions et la politique du P.S.U. par rapport aux problèmes posés par l'action du mouvement paysan.

Une discussion très riche a permis à Mallet et aux principaux responsables syndicaux du département de préciser une attitude commune face aux propositions gouvernementales, notamment en ce qui concerne l'organisation des marchés et la réforme du F.O.R.M.A. et les problèmes posés par les sociétés d'aménagement foncier et le droit de préemption.

Un repas en commun avait auparavant regroupé autour des confédérés les responsables de la F.N.S.E.A., du C.N.J.A., de la J.A.C., etc...

Le lendemain dimanche, une journée d'études regroupait les responsables paysans, adhérents et sympathisants du P.S.U. de 5 départements (Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Gers et Aveyron).

Cette journée de travail, animée par Hardouin, (du Tarn-et-Garonne), Fabvre, (de l'Aveyron) et Serge Mallet a été particulièrement riche, — tant en ce qui concerne la qualité des participants que le contenu des interventions. Elle s'est terminée par l'adoption unanime de la résolution suivante :

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LES FEDERATIONS PSU DE LA REGION DU SUD-OUEST

LES militants paysans des Fédérations du Sud-Ouest réunis le dimanche 22 octobre à Montauban sous la présidence de H. Longeot du Bureau National du P.S.U. et avec la participation de S. Mallet du Comité Politique National :

Après avoir examiné l'évolution de la crise agricole en France et fait l'analyse des dernières mesures gouvernementales, les militants paysans des Fédérations P.S.U. du Sud-Ouest estiment que les concessions arrachées au gouvernement par la lutte paysanne constituent une victoire appréciable, mais mettent en garde les agriculteurs contre les tentatives du gouvernement pour revenir sur ces concessions.

Ils estiment que seule l'accentuation de la pression paysanne peut sauvegarder ces conquêtes et leur donner leur plein contenu.

Ils insistent en particulier sur les points suivants :

1) EN CE QUI CONCERNE LES PROBLEMES DE L'ORGANISATION DU MARCHÉ

a) La réservation intégrale des achats des collectivités et organismes publics au profit des groupements de producteurs, à l'exclusion de tout élément commercial.

b) Habilitier le FORMA à passer directement des marchés d'exportation dans le cadre d'accords commerciaux à aménager.

c) Utiliser le FORMA et la caisse de Crédit Agricole à la mise en place des structures industrielles coopératives tendant à assurer la transformation et la commercialisation des produits agricoles

2) EN CE QUI CONCERNE LA REFORME DES STRUCTURES FONCIERES

Le développement rapide de la main mise des capitalistes industriels et agraires sur les exploitations familiales rend d'autant plus urgent le vote définitif des textes portant constitution des sociétés d'aménagement foncier gérées par la profession et bénéficiant du droit de préemption.

Les Fédérations P.S.U. du Sud-Ouest mettent en garde contre les manœuvres du gouvernement qui, après avoir accepté l'inclusion de ce droit dans le projet de loi, s'efforce de le faire repousser au Sénat.

Sur ces points qui engagent l'avenir des exploitations de type familial les agriculteurs doivent se tenir mobilisés en permanence et être prêts à recourir en toute circonstance à toute action qui s'avère nécessaire.

Elles se prononcent pour la sauvegarde d'un syndicalisme unique, véritablement démocratique au service des producteurs agricoles.

— Directeur Gérant : Roger CERAI —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, r. René-Bou langer, Paris-10^e
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grèves et luttes revendicatives

Ainsi que nous l'avions laissé prévoir, les luttes revendicatives qui avaient repris avec la fin des vacances vont en s'amplifiant, particulièrement dans le secteur public. Cependant le secteur privé ou semi-public est également touché. C'est ainsi que des mouvements ont eu lieu récemment dans l'industrie chimique (Rhône-Poulenc), chez les dockers de Marseille, dans la métallurgie (par exemple chez Schneider au Creusot et chez Manufrance à St-Etienne), dans les transports urbains (à Marseille, Limoges, Clermont-Ferrand, etc...).

A noter également la grève « sur le tas » des mineurs d'Aubrives, à Villerupt (Meurthe-et-Moselle) menacés de licenciement par la fermeture de l'exploitation.

La hausse des prix est la cause essentielle des luttes revendicatives actuelles. Elle affecte particulièrement les produits alimentaires : en dehors des hausses en cours sur la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes, des augmentations de prix sont annoncées concernant le riz, le vin de consommation courante, les pâtes alimentaires et le sucre (bien que la production de betteraves soit qualifiée d'excédentaire).

Aux revendications de salaires, stimulées par ces hausses en chaîne, s'ajoutent des revendications sur la réduction du travail (réduction que le IV^e plan d'équipement ne prévoit pas avant 1965).

La journée du 18 octobre

Les débrayages prévus pour le 18 octobre à la S.N.C.F. et à l'E.G.F. ont été très largement suivis. Ils avaient été précédés de contacts entre les fédérations CGT et CFTC des différentes entreprises nationalisées. Cependant les mineurs — qui avaient fait 24 heures de grève le 27 septembre — ne se sont pas joints au mouvement, un accord étant intervenu entre les syndicats et les Charbonnages de France pour une nouvelle augmentation de salaires dépassant le plafond des fameux 4 % annuels (ainsi que cela s'est produit fréquemment dans le secteur privé). Une brèche est ainsi ouverte dans le mur de la résistance gouvernementale aux revendications des salariés du secteur public.

La grève des agents de l'Electricité et du Gaz de France, — particulièrement réussie en raison de la participation des Cadres —, a revêtu un caractère spectaculaire. Comme en octobre 1957, des coupures de courant ont entraîné des arrêts de travail dans les autres services publics et dans les usines.

A la S.N.C.F., la grève du 18 avait été préparée, les deux jours précédents, par des pétitions et des délégation recommandées par les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. Pour le 18 les consignes syndicales prévoient des débrayages de 2 heures effectués à des moments différents par les agents de train et par les sédentaires. La fédération F.O. avait donné un mot d'ordre parallèle. Ces consignes furent parfois dépassées par les grévistes. Les per-

turbations du trafic ont été plus importantes que le 27 septembre.

Des débrayages ont également eu lieu à Air-France à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. Les mêmes organisations ont assuré, d'autre part, le succès des manifestations dans les hôpitaux et dans certains services municipaux où de nouveaux mouvements sont prévus.

La situation à la S.N.C.F.

Le lendemain de la grève, le 19 octobre, devait se réunir la Commission mixte du statut chargée d'examiner les revendications des cheminots. Cette réunion fut remplacée par une entrevue entre le ministre des Travaux Publics, M. Robert Buron, et les dirigeants des fédérations. M. le ministre a prétendu qu'aucun gouvernement ne discutait « au lendemain d'une grève ». Nous en avons connu cependant qui discutaient pendant la grève. « Le pouvoir qui ne recule pas » a bien discuté avec les Enseignants pour mettre fin à leurs grèves tournantes ! Non content de refuser présentement toute satisfaction aux cheminots, M. Buron a brandi la menace. Il ne pouvait tolérer, disait-il, des arrêts de travail désorganisant un service public national et risquant de porter atteinte à la sécurité (alors qu'aucun accident n'a été provoqué par les mouvements récents).

M. Buron rappelait à ce sujet l'existence de la Circulaire Pineau de janvier 50 qui avait pour but de sanctionner les participants à des grèves locales non couvertes par un ordre de grève notifié 24 heures à l'avance à la S.N.C.F., sur le plan national, par une organisation jugée représentative (c'était l'époque où la C.G.T. organisait de nombreux débrayages, en particulier pour entraver l'acheminement des convois militaires destinés à l'Indochine). Et le ministre de rédiger un « Ordre du jour » affiché dans les établissements S.N.C.F. aggravant les dispositions de la Circulaire Pineau et indiquant notamment que l'ordre de grève national devait être notifié 5 jours à l'avance à la S.N.C.F. (ce qui permet évidemment à celle-ci de préparer toutes mesures propres à briser le mouvement). On sait également qu'à la suite des grèves de mai dernier, le gouvernement avait pris un décret lui permettant de réquisitionner les fonctionnaires et agents des services publics (ce qui avait déjà été fait pour les cheminots en 1953 et en 1959).

Face à ces menaces, les fédérations C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C. protestèrent aussitôt et décidaient, au cours d'une réunion commune tenue le 21 octobre, de lancer un ordre de grève de 24 heures pour le jeudi 26 octobre à 4 h.

Dans leur communiqué, les fédérations déclaraient : « Le gouvernement répond aux légitimes revendications des cheminots portant sur l'augmentation générale des salaires et retraites, et sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail, par des mesures restreignant ou interdisant l'exercice du droit de grève, alors qu'il se révèle incapable de juguler la hausse des prix (...) Cette agression caractérisée contre les droits essen-

tiels des travailleurs doit entraîner une réponse des cheminots ».

A l'heure où j'écris, on ne sait quelle sera la réaction du gouvernement à cette riposte énergique des syndicats (les cadres autonomes et les agents de conduite autonomes n'ayant pas encore pris position). Le pouvoir réquisitionnera-t-il les cheminots ou fera-t-il machine arrière ? La grève s'étendra-t-elle à d'autres entreprises nationalisées, en particulier à l'E.G.F. ?

M. Combes

4 heures de grève à E.G.F.

APRES le magnifique mouvement de la S.N.C.F., les Electriciens et Gaziers, le 18 octobre 1961, ont fait grève pour protester contre la politique délibérée du Gouvernement, qui accentue le déséquilibre entre les prix et les salaires. En effet, 9,03 % est le retard entre le pouvoir d'achat et les salaires depuis janvier 1960, ce qui fait, tant à E.G.F. que partout ailleurs, déprécier ce pouvoir d'achat.

Les difficultés d'embauche du personnel indispensable à la bonne marche de nos industries, — comme le reconnaît d'ailleurs le rapport d'Activité d'E.G.F. pour l'année 1960, — est une des conséquences du problème des salaires.

Une embauche au rabais d'ingénieurs de zone très intermédiaire met notre entreprise nationalisée dans l'impossibilité à court terme de remplir son rôle, et oblige de s'en remettre au secteur privé pour assurer la bonne marche de cette industrie, — ce qui est contraire à l'esprit des nationalisations, mais dans les buts du capitalisme devant lequel il faut nous défendre.

Nous avons pu voir, durant cette journée, le résultat probant de cette grève qui, durant quatre heures, a paralysé le pays.

Ce mouvement qui cristallise le mécontentement des Electriciens et Gaziers en particulier, et tous les travailleurs en général, n'est qu'un avertissement à l'Etat-patron.

Toute la classe ouvrière est dans le même sac, selon les vues gouvernementales, et il faudra bien que cette classe sorte de ce sac, pour affirmer ses droits.

Devant l'absence de justice sociale, la classe ouvrière, très vigilante, saura trouver le chemin qui aboutira obligatoirement à l'application de cette justice. Le chemin sera tortueux, souvent pénible, mais il sera énergiquement suivi.

Jean le Corre

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 · TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Collection "Initiation économique"

LE CAPITALISME EN PRATIQUE

de Pierre Bleton

C'est un livre peu banal qui montre par les faits et par l'exemple comment fonctionne pour le meilleur et pour le pire le capitalisme libéral.
Un volume in-16 jésus de 360 pages 12 NF

ECONOMIE ET HUMANISME

Les Editions Ouvrières — 12, Avenue Sœur-Rosalie, Paris XIII^e

Au XXII^e Congrès du P. C. soviétique :

Les trois bombes de Nikita Khrouchtchev

Le XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. devait être celui du prétendu « passage du socialisme au communisme ». Il sera en réalité le Congrès de la liquidation définitive du stalinisme et des staliniens. Il semble devoir être également le Congrès de rupture entre l'U.R.S.S. et la Chine.

TOUT a été méthodiquement préparé par Nikita Khrouchtchev. Il a fait preuve de qualités manœuvrières extraordinaires. Du coup le sens du nouveau programme lui-même apparaît plus clair. Il a été une des pièces maîtresses dans la lutte que le premier secrétaire du P.C. soviétique livre aux « staliniens » et autres « dogmatiques » depuis plusieurs années. Il faudra en parler après la fin du Congrès.

La première bombe : nucléaire

Très détendu, très maître de lui, Khrouchtchev a lu devant le Congrès deux longs rapports. Le premier a duré plus de six heures et a occupé toute la première journée. Il était consacré au « compte rendu de l'activité du Comité central ». En fait, c'était un exposé de tous les problèmes extérieurs et intérieurs. C'est dans ce rapport, dont le compte rendu in extenso occupe 11 pages de la Pravda du 18 octobre que Khrouchtchev a lancé — comme si c'était des incidentes — ses trois bombes.

Après quoi, il a continué sa lecture avec la même sérénité. Le lendemain il a prononcé un nouveau discours de plus six heures consacré au nouveau programme sans faire la moindre allusion à ses révélations de la veille.

La première bombe est nucléaire. Khrouchtchev a annoncé l'explosion prochaine d'une bombe expérimentale monstrueuse de 50 mégatonnes. Il semble que, en dépit des protestations quasi-unanimes de l'opinion mondiale, il a maintenu sa décision. Une ou deux explosions d'une force encore inconnue ont eu lieu lundi dernier.

C'est là une annonce et une « réalisation » redoutables. S'agit-il d'une nouvelle et dernière concession de Khrouchtchev à ses militaires et à ses techniciens ? Ou bien est-ce un avertissement ? Toujours est-il que le chef du gouvernement a cru devoir faire allusion, tout incidemment, à son conflit avec Joukov qu'il a dû disgracier parce que le maréchal (qui l'a soutenu lors du conflit avec Malenkov, Molotov et Kaganovitch) aurait voulu « soustraire » l'armée à « l'influence du parti ». Avis à Malinovsky et autres chefs militaires.

Quant à l'avertissement de caractère international, il me semble avoir une destination autre que les Etats-Unis...

Mais en tout état de cause, cette explosion — dont les effets nocifs peuvent être redoutables pour toutes les populations, n'ajoute rien au prestige de l'U.R.S.S. auprès des peuples colonisés. Tout au contraire.

La deuxième :

le groupe « anti-parti » et...

C'est dans la deuxième moitié de son discours que Khrouchtchev a lancé sa deuxième bombe. Il lui a consacré très peu de temps. Sur les 44 colonnes que la Pravda a consacrées à son premier rapport, la deuxième bombe n'en occupe qu'une seule. Cependant, elle est de taille.

Le chef du Parti a en effet mis sur la sellette le groupe « anti-parti » qu'il avait déjà écarté de tous les postes, dès 1957. Il a donné quelques détails — depuis longtemps connus à l'étranger — sur les péripéties de sa lutte pour le pouvoir. Il a ajouté un nom, à ceux de Malenkov, Molotov, Kaganovitch, Chepilov, Pervoukhine et Sabourov. Il a nommé le vieux Vorochilov, compagnon de Staline, ancien

commandant de l'Armée Rouge, ancien Président du Soviet suprême (Président de la République), encore membre du Présidium de ce Soviet, un des plus anciens bolcheviks (depuis 1903). Et Vorochilov était assis très près de lui sur l'estrade, puisque, le matin même, il avait été désigné, par acclamations au Bureau du Congrès. Khrouchtchev a même fait comprendre que Vorochilov était un des principaux inspirateurs de l'action « fractionnelle » du groupe « anti-parti ». (Cette affirmation doit faire sourire ceux qui connaissent les facultés intellectuelles de Vorochilov, par surcroît malade depuis des années).

...les crimes du stalinisme

Khrouchtchev a énuméré encore une fois ses griefs contre les staliniens tout en les complétant : Ils n'ont pas compris le sens des décisions du XX^e Congrès sur le « culte de la personnalité ». Ils se sont opposés à la politique de libéralisation qui découle de ces décisions. Il se sont dressés contre la

continue) tous ont apporté des précisions. Kaganovitch est responsable de l'exécution sommaire de trois cents cheminots. Malenkov a « décimé » les cadres du Parti de Biélorussie. Le même s'est livré à des exécutions en masse dans les pays baltes. Il est aussi allé à Leningrad où il a fait exécuter une grande partie des cadres. Malenkov, Vorochilov et Molotov sont coupables de l'exécution du maréchal Toukhachevski. (Pogorny, secrétaire du Parti ukrainien, a eu cependant la prudence de ne pas parler des exécutions sommaires de paysans en Ukraine aussitôt après la guerre. Et pour cause !).

La troisième :

l'Albanie et la Chine

La dénonciation aussi brutale des « staliniens » russes a permis à Khrouchtchev de vider sa querelle avec l'Albanie.

Ce petit pays n'a pas suivi les décisions du XX^e Congrès. Ses dirigeants continuent « le culte de la personnalité » (la terreur stalinienne y rè-

discours par des éloges de l'U.R.S.S. et de ses dirigeants : il n'a pas pu fléchir Khrouchtchev.

Dès l'ouverture de la discussion générale, les ministres et chefs soviétiques ont repris, en les accentuant les accusations de Khrouchtchev à l'encontre de l'Albanie. Les délégués des partis frères s'y sont joints : Gomulka (Pologne), Kadar (Hongrie), Jivkov (Bulgarie), Tsendenbal (Mongolie-Extérieure), Roca (Cuba), Novotny (Tchécoslovaquie), etc. Seuls les délégués de la Corée du Nord et Ho-Chi-Minh semblent ne pas avoir parlé de l'Albanie. On les comprend.

Tous les délégués des partis communistes qui ne sont pas au pouvoir ont naturellement suivi. Même Maurice Thorez... signe des temps !

Ces attaques répétées n'ont cependant pas découragé le Président du Conseil chinois. Avant de quitter Moscou pour Pékin où se réunit le Comité central, il a déposé une couronne sur le cercueil de Staline avec l'inscription : « Au grand marxiste-léniniste ». Quant au Parti Communiste de l'Albanie, il a relevé le défi : il a publié une très violente résolution de son C.C. contre Khrouchtchev. Il promet des « révélations » sur les pressions exercées par la grande U.R.S.S. contre la petite Albanie.

La troisième bombe de Khrouchtchev a fait éclater le mythe de l'unité au sein du bloc soviétique.

Premières conclusions

Il est certain que Khrouchtchev, en dénonçant les anciens dirigeants du Parti et de l'Etat, a consolidé son pouvoir personnel. En 1957 il s'était débarrassé des anciens collaborateurs de Staline qui pouvaient prétendre à sa succession. Mais l'opposition « rétrograde » au sein du Parti à la nouvelle politique que Khrouchtchev a dû inaugurer « pour éviter une grave crise » n'avait pas désarmé. Elle bénéficiait de l'appui de la Chine.

Cette opposition a été assez forte pour obliger Khrouchtchev à louvoyer. De là les contradictions que nous avons pu constater dans sa politique agraire, ainsi que dans sa politique étrangère.

En dénonçant ses adversaires, au sein du Parti, comme des bourreaux couverts de sang, il fait en réalité appel aux militants de la base et aux peuples soviétiques contre eux et contre ceux qui les suivent.

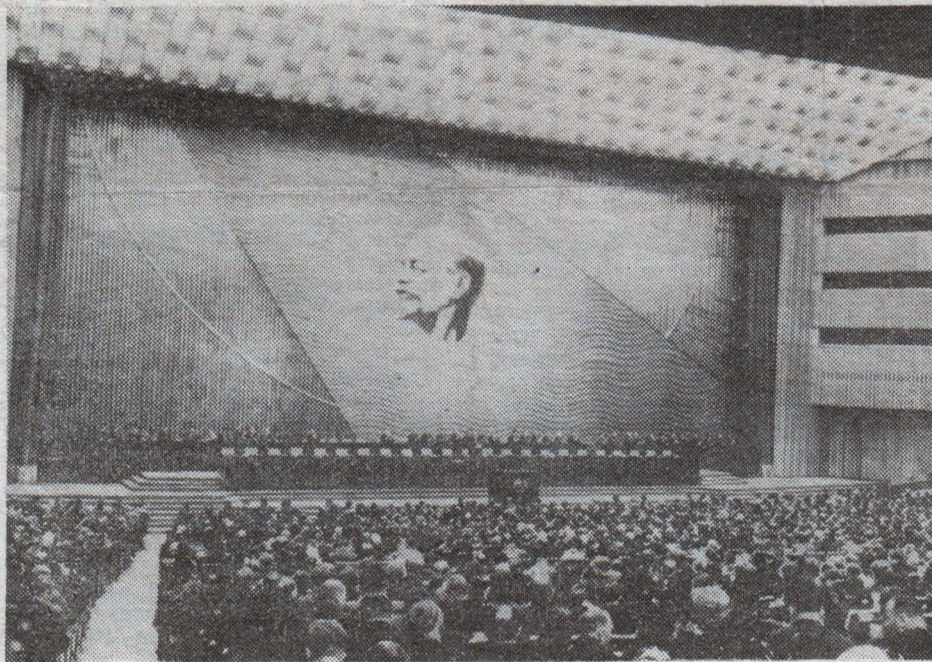
Pour achever la défaite de ces « chinois et albanais de l'intérieur », il lui fallait montrer sa force à l'égard de la Chine. L'attaque contre l'Albanie était donc nécessaire pour adresser un avertissement à Mao-Tsé-Tung. Mais elle était également nécessaire pour obliger les Ulbricht, les Thorez et autres adversaires plus ou moins camouflés de Khrouchtchev à se désavouer eux-mêmes et à capituler.

Mais l'opération dépasse singulièrement les objectifs que Nikita Khrouchtchev s'est assignés. Par ses révélations il a « liquidé » définitivement Staline. Il a tué le mythe, encore entretenu malgré la condamnation du « culte de la personnalité » lors du XX^e Congrès. Si les collaborateurs de Staline sont des bourreaux et des êtres abjects, quel est donc l'homme dont ils exécutaient les ordres, quel est le régime instauré par lui ?

Par cela même Khrouchtchev a ébranlé singulièrement l'autorité et le prestige du régime soviétique tant sur le plan national que parmi les communistes sincères à l'étranger.

Car, le régime soviétique actuel, légué par Staline, est forgé par Staline. Il est consolidé par Staline. Si l'ensemble de ces faits est connu depuis longtemps à l'étranger et naturellement par les délégués au XXII^e Congrès qui ont plus de vingt ans, la dénonciation politique des criminels et, par conséquent, du régime de sang et de boue qui était celui de Staline, est pour une partie de la population soviétique et pour les travailleurs communistes à l'étranger une révélation dont il est difficile de sous-estimer l'importance et les conséquences...

Oreste Rosenfeld



(Keystone).

« démocratisation » du Parti et contre le retour aux « méthodes léninistes ». Ils ont voulu empêcher la révision des condamnations prononcées arbitrairement « sous le régime du culte de la personnalité » (formule pudique, encore employée pour désigner le régime de terreur de Staline) et la réhabilitation, pour beaucoup à titre posthume, des victimes innocentes. Ils ont voulu éviter toute enquête destinée à rechercher les coupables de ces « violations de la légalité socialiste » (donc ceux qui ont travaillé avec Staline et exécuté ses ordres).

Et c'est là que Khrouchtchev a lâché sa deuxième bombe. Il a déclaré en substance : cette opposition à la poursuite des coupables s'explique aisément. Malenkov, Kaganovitch, Molotov et Vorochilov « portent la responsabilité personnelle des répressions de masse à l'égard des cadres du parti, des soviets, des organismes économiques et militaires, du Komsomol (Jeunesses Communistes) ainsi que pour d'autres faits du même ordre » (Pravda du 18 octobre).

Khrouchtchev n'est pas entré dans les détails. Mais dès l'ouverture de la discussion sur ses deux rapports ses collaborateurs et d'autres délégués ont foncé. Fourtseva, l'unique femme ministre, Souslov, le « théoricien » du Parti, Mikoyan, le compagnon de Khrouchtchev, Kossyguine, premier vice-président du Conseil des Ministres, ainsi que les premiers secrétaires du Parti Communiste d'Ukraine et de Biélorussie, le premier secrétaire de la Fédération de Leningrad, (la liste n'est pas close puisque le « débat »

devait ajouter un des plus proches collaborateurs de « K »). Ils s'opposent à la « coexistence pacifique ». Ils ont même publié le nouveau programme sous une forme « abrégée et déformée » (Souslov). Ils ont obligé les sous-marins russes à quitter les ports d'Albanie. Ils ont aussi affaibli le pacte de Varsovie (déclaration de quelques délégués des pays de l'Est). Ils ont arrêté les jeunes marins qui avaient fait leurs études en U.R.S.S. Ils ont jugé et exécuté des militaires pour haute-trahison et espionnage en faveur de l'U.R.S.S.

En bref, ils s'opposent à Khrouchtchev et à sa politique. Ils ont créé une fissure dans le bloc communiste. Ils sont des « sectaires », des « dogmatiques », des « staliniens ». Ils doivent se soumettre.

En faisant ainsi le procès de la minuscule Albanie, Khrouchtchev attaquait en réalité la Chine. Celle-ci soutient entièrement les dirigeants albanais à moins qu'elle ne les pousse en avant, dans sa lutte contre le « révisionnisme » de Khrouchtchev.

Aussi, Chou-En-Lai a-t-il répondu aussitôt. Parlant le premier des délégués « fraternels » il a reproché à Khrouchtchev de parler publiquement d'un différend entre communistes. Ainsi les ennemis capitalistes le sauront. Ce n'est pas une attitude de vrai « marxiste-léniniste ». Cette dernière injure — la plus dure que l'on puisse lancer à la figure du chef communiste russe — prouve le caractère aigu du conflit entre l'U.R.S.S. et la Chine. Khrouchtchev ne l'oubliera jamais. Chou-En-Lai a eu beau terminer son